

**Groupe interuniversitaire
d'étude de la postmodernité**

**LA SOCIAL-DÉMOCRATIE
(Exposé de Stephen Schecter)
Séminaire du 15 avril 1994**

Cahiers de recherche

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE (MATÉRIAU POUR LE LIVRE I)

Séminaire du 15 avril 1994. Exposé de Stephen Schecter, et discussion

Stephen Schecter: J'aimerais, avant de commencer, signaler la présence d'Alain Le Guyader, un ami et un collègue de longue date, qui est philosophe et travaille à Paris, et qui est coordonnateur de l'Institut des Droits de l'Homme à l'Université d'Evry, ainsi que la présence de Greg Nielsen, de York, à Montréal depuis une année, et qui a déjà écrit dans *Société*.

Dans notre typologie des quatre réactions à la crise de la modernité, la social-démocratie est à mon avis le courant le plus difficile à situer en même temps que le courant qu'il est le plus important de situer, parce qu'à travers la social-démocratie on voit, du moins dans la dimension politique, le mouvement par lequel la modernité est devenue postmodernité, à son insu. Sa transformation par la mutation et l'extension simultanées s'effectuait à travers la social-démocratie, et je mettrai, sur ce plan, celle-ci en parallèle avec le communisme et le pragmatisme américain, parce qu'il y a des rapprochements et des chevauchements en même temps que des distinctions à noter. On pourrait dire que, dans la mesure où la social-démocratie représente l'organisation politique de la classe ouvrière, elle est déjà dans sa forme politique le début des techniques politiques typiques de la société postmoderne. Jacques Mascotto et Olivier Clain ont déjà souligné, au sujet du communisme, cette alliance étrange entre un discours politique critique et des techniques d'organisation qui constituent une prise en charge de la classe ouvrière. Sur ce point de l'organisation, il n'y a pas, à mon avis, une très grande différence entre le communisme et la social-démocratie.

Une raison pour laquelle la question est complexe et pour laquelle l'ambiguïté est parfois profonde, est que toute l'histoire de la social-démocratie représente, d'une manière ou d'une autre, la défense de la société bourgeoise. Le socialisme en arrive en fin de compte et dans les faits à être une tentative de la part des représentants politiques du mouvement ouvrier de sauver la société bourgeoise contre son propre abandon. Ce qui explique les alliances un peu bizarres qui sont faites par la social-démocratie avec des partis bourgeois et la difficulté qu'il y a à cerner la manière dont, à travers un discours encore éminemment politique et moderne, la social-démocratie dans les faits amorce au moment politique l'évolution de la société vers la technocratie. Cela se verra à la fois à travers l'évolution des partis sociaux-démocrates, l'évolution de leurs électeurs et de leur électoralat, et dans la manière dont, dans les faits, ils essaient de «gérer» la société au fur et à mesure qu'ils sont portés au pouvoir électoral.

Je mentionne maintenant des dates, au travers desquelles on pourra voir le rapport dialectique qui existe entre la social-démocratie et les autres courants. La social-

démocratie est née vers la fin du 19^e siècle, avec la constitution du SPD allemand entre 1869 et 1875, la création du parti social-démocrate autrichien en 1888, du Comité de représentation du travail en Angleterre en 1900, du Parti travailliste britannique en 1906, du Parti social-démocrate suédois en 1889. Quelque chose qui est intéressant et qui va renforcer la thèse d'Yves Bonny sur les différentes traductions nationales des discours postmodernes, c'est la manière dont le mouvement ouvrier s'est fait représenter à travers ses formations politiques: la social-démocratie, en tant que mouvement politique, était typique des pays germaniques, scandinaves, et de la Grande-Bretagne (même s'il y a des différences entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne), et la présence de tels partis sociaux-démocrates est de plus en plus faible à mesure qu'on descend vers le sud de l'Europe. La France n'a pas vraiment eu de parti social-démocrate jusqu'au SFIO puis la formation des socialistes par Mitterand. Au début du militantisme social-démocrate en France, il y a eu plusieurs partis socialistes, un grand mouvement anarcho-syndicaliste, mais à la longue le parti communiste français a eu beaucoup plus d'importance que le parti socialiste. Et quand on se tourne vers l'Espagne et l'Italie, on constate l'importance du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste, et le fait que par ailleurs il n'y a jamais vraiment eu de parti social-démocrate. Autre chose qu'il est important de signaler, c'est que dans la mesure où il y avait un parti aux États-Unis, c'était le parti communiste qui était le plus important et le plus efficace. Et je souligne le mot «efficace», parce qu'il est lié à ce qui a pu impressionner les ouvriers américains, dans le cadre de la culture politique américaine.

J'en viens maintenant à une deuxième série de dates qui concerne les États-Unis*. Il y a eu aux États-Unis, entre 1890 et la fin de la première guerre mondiale, la *Progressive Era*, l'ère progressiste, cela en l'absence d'une organisation politique de la classe ouvrière (à part la présence des Wabblies, mouvement qui était encore une fois un mouvement de type syndical et d'inspiration anarcho-syndicaliste). Cette époque a été témoin d'un vaste mouvement de réformes politiques, de type à la fois libéral, pragmatique, technocratique, en même temps que d'une restructuration de l'entreprise américaine en de grands trusts, et des *mergers* des grandes sociétés privées. Le fait est important, parce que le discours tenu à cette époque, à tous les niveaux politiques, par les réformateurs américains était, dans leurs propres termes, d'inspiration social-démocrate. Et je pense qu'une des choses que nous aurons à expliquer, c'est comment, au bout du processus historique de la social-démocratie, tout le monde est devenu «social-démocrate», mais sans avoir aucun des rattachements politiques effectifs traditionnels de la social-démocratie. Au Canada, le Parti libéral est social-démocrate, le Parti québécois est social-démocrate, même les conservateurs le sont, mais tout le monde tape sur les syndicats, les ouvriers, etc. Il faut donc se demander comment cet écart grandissant entre discours et pratique s'est effectué. Aux États-Unis,

* Ces dates ont déjà été notées par Rolande Pinard dans son article paru dans le numéro 12/13 de *Société*.

pendant cette ère progressiste, il faut noter l'importance des réformes sociales mises en oeuvre par les institutions privées ou quasi privées. Par exemple, il y avait tout un mouvement de *Settlement Houses* représentant une prise en charge du logement social; en même temps, on assiste à une énorme croissance de la philanthropie pragmatique, tant au niveau individuel que de la part des sociétés privées elles-mêmes, sous la forme des fondations (comme les fondations Carnegie et Rockefeller), à l'émergence de la catégorie des travailleurs sociaux, et à une participation croissante des intellectuels dans les actes de réforme de la société sous forme pragmatique. Un des grands lieux de réforme sociale aux États-Unis sont les villes, réforme qui prend la forme des *city managers*. Une des choses intéressantes est comment ils ont essayé de traduire la réforme politique dans la forme d'une bonne et saine gestion neutre, d'abord des villes et ensuite des États, pour éventuellement en arriver, comme Rolande l'a souligné, aux *dollar-a-year-men* que l'administration Wilson avait recrutés pour la bonne gestion de l'économie nationale. D'ailleurs, il y a même eu une certaine participation de l'AFL (the American Federation of Labor) à ce processus, l'AFL qui était l'organisation syndicale des ouvriers de métier, et qui était très réfractaire à l'ingérence de l'État dans l'organisation de la vie sociale et dans la réforme des conditions de travail. Il est intéressant de voir comment déjà, pour les Américains pendant cette ère progressiste, ce qui demeure vraiment, à part la restructuration du capital, ce sont un discours et parfois des pratiques extrêmement moralisants, qui avaient surtout pour but le domaine culturel et les moeurs. (Et Bergounioux et Manin signalent dans leur livre sur la social-démocratie qu'après la deuxième guerre mondiale en Europe, les victoires électorales des partis sociaux-démocrates et leur arrivée à la direction des gouvernements ont été en partie tributaires d'une transposition de leur visée d'action au domaine culturel (réforme des moeurs, question des femmes, des homosexuels, liberté des moeurs, etc.). Il faut noter aussi qu'à cette époque commençait à pointer la réorganisation du capital sous la forme de l'organisation de la main-mise du capital sur le procès du travail, mouvement représenté par le taylorisme. Et dans la mesure où l'on peut concevoir les ingénieurs comme prototypiques de toute cette classe intellectuelle qui en Europe (selon l'analyse de Michels et Ostrogorski) va prendre une importance croissante dans la direction des partis sociaux-démocrates, on peut voir, peu importe les pays et les différentes traditions où cela se manifeste, le rôle grandissant qu'occupent des experts de la gestion et du savoir dans l'organisation de la vie politique en général. Ce qui distingue ce qui est arrivé en Amérique et ce qui est arrivé en Europe à travers la social-démocratie est qu'en Amérique cela est passé directement par l'importance assignée à l'expertise professionnelle - phénomène représenté par Taylor, mais aussi par la mise en place du travail social et par toutes les disciplines professionnelles assumant le mouvement de réforme sociale - alors qu'en Europe le même type de rôle social était porté par les partis sociaux-démocrates.

Une dernière chose à noter pour cette époque aux États-Unis, en dehors de la restructuration du capitalisme monopoliste, est que c'est une période de

militarisme et d'impérialisme (la guerre contre l'Espagne à Cuba, l'impérialisme au Philippines, la course aux armements autour de la construction navale, sous la direction de Mahan, quelqu'un qui a pas mal contribué à légitimer la course aux armements qui avait lieu à la même époque en Europe).

La grande déception de tout le mouvement de réformes américain devant le programme de Wilson trouve son parallèle en Europe dans l'immense déception du mouvement ouvrier face à la capitulation des partis sociaux-démocrates devant la déclaration de la première guerre mondiale dans les différentes nations, fait qui a d'ailleurs occasionné une scission extrêmement importante à l'intérieur du mouvement ouvrier international (la II^e Internationale).

Le développement de la technocratie ne doit pas être vu simplement comme un phénomène restreint à l'Amérique, même si cela y a pris plus directement la forme d'une participation des technocrates dans l'organisation de la vie politique, en l'absence de la médiation d'un parti social-démocrate ouvrier. Si on suit les travaux de l'école inspirée par Foucault, et dont je prends comme représentant Donzelot et son livre *La police des familles*, on constate qu'en Europe il y a eu en même temps qu'aux États-Unis un mouvement de réforme sociale qui, d'un côté, encourageait une forme de philanthropie privée, et d'un autre côté alimentait la croissance importante de tous les professionnels de la prise en charge (travail social, médecine, hygiène, urbanisme, etc.). On peut penser aussi aux réformes de Haussmann à Paris sous le Second empire, au développement des cités-dortoirs en France, aux lois sur la scolarisation obligatoire en 1881-82, sur la surveillance des nourrices en 1860, à la réforme dirigée contre le travail des enfants et qui représente aussi une forme d'encadrement des familles ouvrières, etc. En Europe, une des grandes différences entre le mouvement de réformes sociales et le mouvement social-démocrate, c'est qu'évidemment la social-démocratie ne partage pas la conception libérale de l'État, pour laquelle il faut maintenir celui-ci à distance, conception qui était typique des réformateurs européens professionnels même s'ils avaient toujours besoin d'une manière ou d'une autre de l'appui de l'État. Une autre différence est que le discours réformiste d'un médecin, par exemple (comme un prototype du «technocrate»), comporte un discours de normalisation. Or la social-démocratie n'a aucun intérêt à «normaliser» la situation (même si elle allait organiser la classe ouvrière), elle transporte immédiatement la question sur le terrain des droits. Au lieu de prendre en charge les enfants, les familles, afin de discipliner la classe ouvrière, elle fait plutôt une alliance avec le mouvement de réformes professionnel, et si elle le fait c'est au nom des droits des travailleurs. Cette époque représente un peu le début de l'extension de la notion de droit* vers la forme du droit positif, avec la revendication du droit au logement, du droit à l'éducation, du droit au travail, etc., revendications qui allaient d'une manière continue être reprises

* Notion qui était, comme le disait Alain Le Guyader, le fondement de la conception politique de l'État-Nation, de l'État classique typique de la modernité.

successivement par les différents partis sociaux-démocrates dans leur lutte à l'intérieur de ce qu'ils considéraient encore comme la société bourgeoise. Cela signale un mécanisme important par lequel une revendication classique du mouvement ouvrier, revendication qui faisait partie de leur conception de la lutte politique contre la bourgeoisie dans les cadres de la modernité politico-institutionnelle, a mené à des droits complètement personnalisés et particularistes. Ensuite il y a en Europe, de la même manière qu'aux États-Unis, une croissance phénoménale de ces professions liées à l'expertise sociale. Donzelot donne les chiffres suivants: depuis la fin du 19^e siècle, une nouvelle série de professions est apparue: assistante sociale, éducateur spécialisé, animateur, sous la bannière commune du travail social, et dans les dix dernières années du 19^e siècle on compte 80 000 travailleurs sociaux, qui se greffent sur des appareils existants (assistance, éducation, justice, etc.). On peut leur ajouter, ultérieurement, le domaine de la psychiatrie, avec tout le problème que celle-ci soulève par rapport à la norme, au droit, etc. Selon Donzelot, on a même vu après 1945, seulement pour ce qui est du tribunal pour enfants, la mise en place d'un «gigantesque complexe tutélaire» touchant un million et demi d'enfants (les enfants pré-délinquants, l'aide sociale à l'enfance, et une bonne partie de la psychiatrie infantile), sans parler des familles et de toutes les personnes responsables de leur prise en charge. Encore une fois, ce phénomène est très important, parce qu'après la deuxième guerre mondiale la gestion du social par un mélange de droits et d'interventions va devenir un des terrains privilégiés de discours et de pratique des partis sociaux-démocrates, avec effectivement l'extension, dans les termes chers des années 70, de la base «pluriclassiste» de ces partis. On voit la même chose avec tout le discours néo-malthussien de contrôle des populations et une certaine alliance entre ces réformateurs sociaux en Europe et les discours sociaux-démocrates.

Première des choses, la création de ces partis sociaux-démocrates au tournant du siècle souligne encore une fois qu'il y a un lien assez étroit entre le capitalisme industriel, la technocratie, et la naissance du prolétariat. Bien sûr, il y avait auparavant le «travailleur libre», dans le sens classique, marxien, mais il n'existait pas de prolétariat organisé* - c'est quelque chose qui émergeait aussi de l'analyse de Jacques et d'Olivier lorsqu'on a discuté de la révolution russe. Ce qui souligne qu'il y a un parallèle à faire entre mouvement de réformes sociales, mouvement de réformes politiques de type social-démocrate, et émergence de la technocratie, qui a ses racines dans le développement du capitalisme industriel (voir ce qu'on a discuté la dernière fois avec Manfred autour de la question du nazisme). Autre chose que plusieurs personnes ont soulignée, c'est que dans la plupart des cas, sauf peut-être dans le cas français, la social-démocratie arrive avant que la démocratie parlementaire et le suffrage universel ne soient acquis dans les pays bourgeois, modernes. Dans ce sens-là, on peut comprendre pourquoi, presque dès le début, la

* Et il est d'ailleurs intéressant que ce soit Marx qui ait signalé l'importance de l'organisation politique du prolétariat.

social-démocratie s'est vue comme l'héritière légitime de la bourgeoisie, considérant sa tâche comme étant de démocratiser la société bourgeoise et d'étendre ses idéaux de l'émancipation (liberté, égalité, fraternité) à toute la nation. Et, je pense que le fait est important, cela arrive au moment où la bourgeoisie elle-même est en train d'abandonner sa propre croyance dans la société bourgeoise, ce qui se manifeste dans la trahison monumentale que représente la guerre de 1914. Alors, tout n'est pas synchronisé: on a l'émergence du capitalisme industriel dès la fin du 19^e siècle, le développement du capitalisme monopoliste au début du 20^e, le déclin de la bourgeoisie, la classe ouvrière, organisée sous la forme de la social-démocratie, qui prend la relève de la bourgeoisie pour défendre les idéaux de la société bourgeoise contre elle... C'est une tâche assez difficile que se donne la social-démocratie, et c'est ce qui explique, je pense, les transformations successives de la social-démocratie et notamment celle où une grande partie de celle-ci se donne pour tâche l'accomplissement de la version politique classique, moderne, de la société bourgeoise elle-même. D'où, par exemple, la facilité avec laquelle la social-démocratie peut, après la deuxième guerre mondiale, reprendre les thèses de la lutte contre le totalitarisme comme son incarnation presque archétypique, lutte qui s'accompagne du rejet formel du marxisme comme doctrine de l'Internationale en 1951, par l'Internationale social-démocrate reconstruite après la guerre. Sauf que ce que la social-démocratie a fait après la deuxième guerre mondiale, elle l'a fait après que la crise de la modernité sous sa forme fasciste ait été résolue. Et on peut faire exactement la même lecture du problème que la social-démocratie avait avec le communisme au moment de l'éclatement de la Révolution russe: dans la mesure où la social-démocratie s'est vue comme l'héritière légitime de la société bourgeoise, on peut comprendre la méfiance qu'il y avait envers une révolution qui allait sombrer dans la crise du totalitarisme, au dire même de personnes critiques comme Rosa Luxemburg, laquelle ne peut pas être accusée d'être social-démocrate au même titre que Kautsky et cie. Même en France, où la social-démocratie arrive après la Révolution et après la République, elle devient républicaine en grande partie. Je pense que c'est une des choses qui distingue le mouvement ouvrier français en général et le mouvement ouvrier social-démocrate européen, et Max Weber la signalait déjà vers la fin du 19^e siècle, en remarquant l'absence de toute énergie catilinienne chez les ouvriers allemands; Max Weber ne pensait pas que la bourgeoisie allemande ait à avoir la moindre crainte d'une révolution, au contraire du cas français où le prolétariat, tout en restant un peu en dehors d'une organisation ou d'un encadrement formel, gardait toujours, dans la mesure où cela était efficace et politique, l'esprit et l'énergie républicains, — lesquels étaient typiquement des phénomènes de la société politique moderne et non pas des phénomènes liés à l'organisation ouvrière.

Il faut noter à l'intérieur de la logique de la social-démocratie un certain nombre de moments historiques, de dates déterminantes. Premièrement, la constitution de la II^e Internationale et des partis sociaux-démocrates vers la fin du 19^e siècle.

Deuxième moment, 1898 et toute la discussion sur la thèse de l'évolutionnisme de la société capitaliste avancée par Bernstein à l'intérieur du parti social-démocrate allemand, thèse dans laquelle Bernstein affirmait qu'une révolution n'était nullement nécessaire parce que l'évolution du capitalisme tendrait nécessairement vers les idéaux du socialisme avancés par Marx et incarnés dans le parti social-démocrate allemand; de ce point de vue, ce dernier n'avait qu'à suivre, en luttant contre les pires formes de barbarie, l'évolution du capitalisme en le gérant d'une manière plus intelligente pour aboutir finalement au socialisme. Ceci a suscité évidemment d'énormes débats à l'intérieur non seulement du SPD mais à l'intérieur de la II^e Internationale, et ce qui est intéressant, je pense, dans la résolution de ce débat, c'est qu'on s'est tout de suite lancé dans la distinction des ailes différentes à l'intérieur du parti: Bernstein est «révisionniste» au sein de la droite, Rosa Luxemburg et ses alliés (ceux-ci se trouvaient surtout en Europe de l'Est chez les bolchéviques et dans le parti polonais) représentaient l'aile gauche, et Kautsky, Bebel et cie occupaient le centre. Ce qui est typique du SPD (et dans le livre de Nettl sur Rosa Luxemburg cela se voit très bien) et de la II^e Internationale, c'est qu'il y avait sous le couvert d'un discours politique classique et révolutionnaire une pratique de compromis et de connivence complète. Le prochain moment important dans l'histoire du SPD est justement la réaction de la II^e Internationale devant la guerre de 1914. Après des réunions, conférences et colloques lors desquels il était déclaré «pas un sou pour le système», qu'en cas de guerre on répondrait par la grève générale, et qu'aucun parti politique social-démocrate ne voterait de crédits de guerre pour les États nationaux, on assiste à un revirement total avec le vote par les partis sociaux-démocrates de crédits de guerre. Cela a causé une deuxième scission, non seulement à l'intérieur du parti allemand mais aussi à l'intérieur de l'Internationale comme telle (il y a eu le front de Zimmerwald avec Rosa Luxemburg, les dissidents du parti SPD, d'autres dissidents en Europe, Lénine et les bolchéviques), de telle sorte qu'en 1917 il y a une troisième scission au sujet de la position que doit adopter la SD face à la Rév. russe. Cette situation était extrêmement difficile, parce que tous les sociaux-démocrates qui ne voulaient pas appuyer la Révolution russe avaient l'air de défendre les valeurs civilisationnelles qu'eux-mêmes venaient de trahir trois ans auparavant au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale. Je pense que ces différentes scissions sont des moments de clivage importants dans la social-démocratie, mais qu'au travers se manifeste quand même une ligne historique dès après le débat avec Bernstein, ligne qui est que tout en maintenant pendant longtemps un discours à caractère politique - et, au niveau verbal, même révolutionnaire -, la pratique ressemblait dans les faits de plus en plus à celle prônée par les réformateurs technocratiques qui avaient été propulsés à un rôle prééminent dans la société par le développement du capitalisme industriel lui-même; et je pense que ces différentes scissions ont permis à la social-démocratie de masquer ce processus et de garder longtemps l'illusion, sous le couvert d'un discours éminemment politique, qu'on était encore dans une société à caractère politique, donc moderne, et que toutes ces luttes ont eu comme conséquence

d'éviter le besoin d'y revenir pour en faire la critique. D'ailleurs, on constate le même processus pendant toutes les années 20: le développement des doctrines de la planification social-démocrates, Bauer en Autriche, le programme de Linz en 1926, Hilferding en Allemagne, qui justifient d'une manière ou d'une autre, et d'une manière encore plus raffinée, l'étapisme qui était déjà annoncé par Bernstein. Ceci jusqu'en 1932. Je pense que cela explique aussi la difficulté de la social-démocratie à réagir devant le phénomène fasciste et nazi. Tant qu'on tient un discours qui cache la réalité, on ne voit pas toujours ce qui est en train de se passer. (Il y a là une leçon probablement extrêmement instructive pour nous, dans la mesure où la plupart des gens dans la société contemporaine se considèrent encore d'une manière ou d'une autre sociaux-démocrates, sans vraiment analyser la base effective, structurelle, pratique, de la société qui peut nous permettre de tenir un tel discours.) On sait leur réaction nettement insuffisante devant le nazisme, précisément à cause de leur incapacité à voir quelle était la nature profonde de cette crise de la modernité que représentaient le fascisme et surtout le nazisme. On voit la continuation de cette tendance historique après 1945, avec le rejet de la doctrine marxiste et le rejet explicite de la lutte des classes comme déterminant les axes qui orientent la pratique politique social-démocrate. C'était clair dans l'Internationale réunie à Francfort en 1951, et notamment, et surtout d'une manière plus spectaculaire, dans le parti SPD à Bad Godesberg en novembre 1959. En accentuant, à fin de débat, je caractériserais toute cette trajectoire historique comme une lente progression de la social-démocratie vers une reconnaissance de sa propre technocratisation, laquelle était incipiente dès le début, mais a toujours été masquée par leur capacité à entretenir, pour eux-mêmes d'abord et ensuite pour le mouvement ouvrier et pour tout le monde, l'idée qu'on fonctionne toujours dans une société à caractère politique, donc moderne. De plus, eux-mêmes se voyaient comme les héritiers de la société bourgeoise, en raison même de leur position critique (un peu comme Marx lui-même défendait, dans une grande partie du *Manifeste*, la société bourgeoise contre la bourgeoisie), et cela contribuait à entretenir l'illusion que la situation n'avait pas fondamentalement changé. Et on voit un peu la même chose dans le processus de l'effondrement du communisme.

Ce qu'il est important de signaler aussi, c'est toute la critique anarchiste (critique presqu'intuitive, et peut-être liée à une vision du prolétariat pré-capitaliste ou pré-organisationnelle), notamment le débat entre Bakounine et Marx, où Bakounine soulève déjà contre Marx le spectre des «experts rouges». Ce débat était repris au sein de la II^e Internationale, à travers le débat qu'ont eu les sociaux-démocrates avec les communistes par la suite, débat dans lequel les sociaux-démocrates taxaient les communistes d'être des experts rouges de la terreur et du totalitarisme. Ironie de l'histoire, les sociaux-démocrates eux-mêmes étaient en train de construire lentement leur propre forme d'expertise qui allait organiser et en même temps dépolitiser la classe ouvrière. Mais on peut dire que la trajectoire des différents partis SD n'est pas la même, dépendant de l'importance qu'avait l'avènement de la modernité ou sa crise dans la construction ou consolidation du

mouvement ouvrier. Je dirais donc que le processus est le même partout, mais que la forme en diffère selon le pays où il s'effectue*. Par exemple, en Angleterre, le mouvement syndical était complètement décentralisé, ce qui est un trait essentiel de ce qui distingue le parti travailliste anglais des partis sociaux-démocrates sur le continent (surtout après la guerre): jamais le parti travailliste n'a vraiment eu le contrôle sur le mouvement syndical, précisément parce qu'il y avait le système de délégués d'atelier de telle sorte qu'à la base les gens pouvaient toujours déclencher des grèves spontanées (c'est d'ailleurs contre cela que Thatcher est allée s'insurger, en brisant le pouvoir des mineurs, parce que le parti travailliste était incapable, malgré sa promesse répétée de contrat social sous le gouvernement Wilson et ensuite sous le gouvernement Callaghan dans les années 60 et 70, de prouver qu'il avait le contrôle sur les syndicats). Tandis que la grande réussite des partis sociaux-démocrates, surtout après la guerre (car cela a peut-être aussi été la cause de leurs précédents échecs), a tenu effectivement au fait que le mouvement était beaucoup plus centralisé et avait un lien beaucoup plus étroit avec le mouvement ouvrier et les syndicats. Cela est d'ailleurs typique d'un niveau d'organisation généralisée de la société, et ce n'est pas un hasard si ce processus a été poussé très loin en Allemagne, étant donné qu'en l'espace d'un demi siècle, entre le milieu du 19^e siècle et la première guerre mondiale, l'Allemagne est devenu le pays industriel le plus important en Europe, et au monde après les États-Unis, en dépassant l'Angleterre. Tandis que là où le capitalisme industriel est moins développé, et la société politique moderne moins institutionnalisée, comme en Italie et en Espagne, l'anarchisme a une influence beaucoup plus importante que la social-démocratie. Et la capacité d'une poignée de personnes dans le parti bolchévique à organiser (soi-disant) le prolétariat russe n'est pas seulement liée, comme on l'a toujours dit, au faible développement du capitalisme dans la Russie du début du siècle, mais aussi à un retard dans le développement de la modernité elle-même au niveau politico-institutionnel. Et je pense que le même phénomène se présente après la deuxième guerre mondiale dans ce qu'on pourrait voir comme une variante du discours social-démocrate, dans le tiersmondisme, et qui se manifeste par une forme extrêmement batarde de la technocratie sous la forme des juntas militaires, avec un discours sur le développement qui représente une extrapolation du discours et des pratiques sociaux-démocrates classiques. C'est aussi pourquoi aux États-Unis les Wabblies et l'action directe étaient très importants, dans la mesure où il y avait quelque chose qu'on pourrait dire typique d'un mouvement ouvrier (ainsi que Rolande l'a signalé aussi dans son article). Et avec l'arrivée du CIO et l'intégration après la seconde guerre mondiale, c'était l'intégration du mouvement ouvrier effectué par leur propre mouvement sous la forme de l'AFL-CIO. Comme partout, l'organisation de la classe ouvrière

* On peut reprendre ici le type d'analyse que Michel a fait pour l'Allemagne, en situant la spécificité de son développement par rapport à la dynamique de la modernité, ou qu'Yves a fait pour les différentes formes de postmodernité (au niveau de la théorie du moins) tributaires des différents héritages nationaux de la modernité.

représentait en même temps sa mort en tant qu'action politique autonome, en tant que quelque chose qui ressemble encore à l'idée de la classe ouvrière de Marx. Et je pense que c'est par là qu'on peut expliquer, comme je l'ai dit tantôt, la prise connue par les communistes, au-delà de leur nombre, sur l'échiquier politique de la gauche américaine, précisément parce que c'était un parti unifié qui pouvait agir d'une manière extrêmement efficace.

Je me concentre pour le moment sur l'entre-deux-guerres, parce qu'on y voit, au fur et à mesure qu'on avance historiquement dans le développement de la social-démocratie, sa contribution à la transformation progressive de la société en ce qu'on connaît comme une société technocratique et organisationnelle, mais toujours dans le cadre et sous le couvert d'un discours éminemment politique et de revendications de type politique. Après la guerre 14-18, Hilferding avance des thèses selon lesquelles la planification est le moyen de la démocratie économique, ce qui dans un certain sens est la continuité d'une idée déjà implicite dans la pensée de Marx. En même temps est amorcée une réflexion sur les politiques sociales, sur l'importance de la prise en charge par l'État d'un certain nombre de réformes sociales (1919, création du Bureau international du travail). Il y a donc une fusion entre démocratie économique et démocratie sociale qui est faite pour la première fois dans la social-démocratie après 1919, et qui renforce à nouveau les attitudes et les pouvoirs technocratiques, parce qu'on ne peut pas mettre sur pied ce type de programme sans un appel à tous les ingénieurs du savoir et de l'organisation. (Dans ce sens-là on peut voir aussi un ricochet, un effet de boomerang, entre le développement de cette pensée et de ce type d'action à l'intérieur du parti social-démocrate, et le phénomène des collectivisations et de la planification en URSS). Henri de Man, en 1933, présentait un plan de travail pour le parti ouvrier belge qui prônait une économie mixte, avec secteur socialisé, planification de l'économie nationale par des directives d'intérêt général, expansion du marché pour réduire le chômage. On commence à voir là l'affinité qui existe entre les pratiques politiques proposées par la social-démocratie, et certaines mesures avancées dans le New-Deal américain; et aussi la théorie générale de Keynes qui donne une explication globale de ce processus. De telle sorte qu'après la deuxième guerre mondiale, être keynésien et être social-démocrate va plus ou moins coïncider. Et dans la mesure où on a dit que Keynes proposait une solution qui ne marchait pas, on pourrait dire la même chose pour la social-démocratie, mais pour d'autres raisons que celles qu'on trouve dans la critique de gauche traditionnelle. La différence qu'il faut peut-être noter, c'est que ce qui intéresse Keynes c'est la gestion de la demande, tandis que pour la social-démocratie, c'est la présence d'un pouvoir politique qui est prêt à la faire. Et c'est là-dessus que la social-démocratie a beaucoup misé après la guerre. En Suède, là où le mouvement ouvrier était peut-être le plus organisé et le plus efficace et où il avait réussi à conquérir le pouvoir politique, on avait déjà procédé en 1935 à une panoplie de réformes sociales, et en 1938 les Accords de Saltsjöbaden préparaient la négociation permanente pour limiter les conflits. Un exemple: en 1932 il y avait 250 000 chômeurs, en 1937, après cinq ans de

gouvernement social-démocrate, il n'y en avait plus que 10 000. C'était très important parce que ça allait être le fer de lance de la social-démocratie après la guerre et pendant ce qu'on appelle maintenant les Trente Glorieuses. Mais pour effectuer ce virage - parce que c'était quand même un virage partiel -, le parti social-démocrate, à travers son propre discours en faveur d'une économie mixte, de la planification nationale, de la gestion de la demande et de la réduction du chômage liée à des programmes sociaux, devait en même temps se présenter comme «le parti de tout le peuple». Alors, sans que cela soit énoncé formellement, il y avait déjà après la guerre une tentative de s'ouvrir à toutes les classes. Je pense que c'est assez important, parce que dans la mesure où le dernier lien (c'est quelque chose qu'on a déjà discuté) qui soude la société politique n'est plus la politique mais le travail (et donc, à l'instar de Marx, la critique d'une société de travail qui cependant valorise encore le travail, etc.; Manfred l'a expliqué à maintes reprises), cela souligne le début d'une transformation de la stratégie politique du SPD, qui annonce même dans sa propre stratégie électorale une transformation de la société, mais toujours, encore une fois, sans le dire. La social-démocratie, qui incarne pour elle-même, et soi-disant pour le monde, l'idée qu'on est encore dans une société politique, dans une société qui peut être transformée d'une manière politique et où les demandes peuvent être formulées d'une manière politique, prépare dans les faits la transformation vers une société communicationnelle, organisationnelle, etc. On conservait toujours (on voit cela encore aujourd'hui sous Mitterand et on le voyait avec Kreisky en Autriche), une référence à la classe ouvrière, mais elle était toujours englobée dans une référence beaucoup plus large à la société en général, liée à un réformisme politique par le biais de l'État. Sauf qu'il y a ce problème que l'État n'est plus le même, et c'est la social-démocratie qui a contribué à ce processus avec ses propres programmes et la multiplication des programmes de gestion d'ordre social. Alors, l'interrogation qu'on peut soulever face à Keynes est un peu la même interrogation qu'on peut soulever face à la social-démocratie. Et ce n'est pas rien, parce que ce sont quand même des gens qui prônent encore la planification, l'humanisme, une certaine ironie, un certain scepticisme, etc.

Autre chose qu'il importe de signaler dans ce processus, quelque chose qui est remarquable surtout après 1945 mais que signale déjà Michels dans son analyse des partis politiques, c'est que tout au long, on a une évolution, d'abord des cadres, ensuite de la base militante et des électeurs, vers une professionnalisation, une importance grandissante de la classe moyenne (laquelle indique l'importance des professionnels, des experts, des permanents, des cadres, des salariés) dans l'organisation des partis politiques qui sont censés représenter la classe ouvrière, ce qui à mon avis annonce déjà le début du processus de stratification contemporain (dont j'ai parlé déjà dans mon article dans *Société*), et explique la tension constante entre le discours radical et la pratique de compromis, et cela indépendamment du lien, étroit ou non, entre les syndicats et le parti (des fois cela était présenté comme un problème: par quelles mesures les syndicats peuvent-ils tenir en otage le parti, une critique que les partis de droite ont toujours adressée

aux sociaux-démocrates). Tandis que le vrai problème est, je pense, entre la professionnalisation grandissante, non seulement de ces partis mais de la vie politique en général, et un discours promettant la transformation lente ou révolutionnaire d'une société dans son ensemble par le mécanisme de la politique. Encore une fois, c'est ce qui rapproche le réformisme, ou l'étapisme, ou le dualisme de la social-démocratie, des mêmes tendances qu'on constate dans la croissance des technocrates, même si les discours sont différents ainsi que les voies pour y arriver. Il est fascinant qu'après 1945* ce soit une jonction entre des promesses d'une gestion intelligente de l'économie pour le maintien de l'emploi - dimension orientée vers la classe ouvrière - et la défense d'une culture libérale qui permette systématiquement aux partis sociaux-démocrates de gagner des élections. Et c'est seulement avec ce moment-là, qui est signalé surtout dans les années 60 et 70, qu'on peut témoigner directement d'une fusion de la social-démocratie avec la technocratie. Tant et aussi longtemps qu'il y a divers discours ou pratiques, une omniprésence des syndicats dans leur lien étroit avec les partis, ou un discours à caractère ouvertement marxiste qui fait appel directement à des intérêts de classe, on peut comprendre que cela puisse encore marcher. Mais quand il y a abandon même de cela, alors on a la manifestation de la lente dissolution de la social-démocratie en technocratie, qui je pense peut être mise en parallèle avec la lente dissolution de la société bourgeoise en société décisionnelle-opérationnelle. Les mêmes thèmes reviennent: le militarisme, l'impérialisme d'avant 1914 qui caractérisait le début de cette dissolution de la société bourgeoise ou qui la confirmait, se retrouvent, mais avec un peu de retard parce que la social-démocratie est toujours en position de réaction face à un mouvement qui a déjà été un mouvement en avant à l'intérieur du développement de la société capitaliste industrielle. À divers moments (1914, la génération «perdue» après 1918 et la montée du fascisme, la scission avec le communisme) la social-démocratie a pu se positionner comme quelqu'un qui voulait encore sauver l'héritage d'une société politiquement organisée, avec évidemment une finalité. Et cela se manifeste encore dans les années d'après-guerre, alors que précisément la social-démocratie pouvait exercer de la pression sur le mouvement syndical et sur le mouvement ouvrier par le biais des syndicats (surtout dans les pays comme la Suède, l'Autriche et l'Allemagne), garantir une certaine efficacité par rapport à la gestion de la demande et donc à la réduction de chômage, et donc soutenir qu'elle représentait encore un peu une conception de la société contre le néo-libéralisme, et même contre le néo-libéralisme technocratique.

Mais comme l'ont souligné ces auteurs (Bergounioux et Manin), la social-démocratie a modifié l'idée classique du parlementarisme. Au lieu de la représentation dans des assemblées souveraines, le parti représente déjà une volonté, et cette volonté est celle d'une classe contre une autre. C'est déjà le positionnement des forces sociales qui ensuite, dans les écrits de gens comme

* C'est à nouveau Bergounioux et Manin qui le signalent, par rapport à l'Autriche, à l'Allemagne, à la Suède, et même par rapport à l'Angleterre.

Kreisky ou Schmidt dans l'Europe d'après 1945, représente l'idée que la social-démocratie est là pour utiliser l'État - donc peut encore être politique - mais pour faire en sorte que des puissances dans la société puissent faire contre-poids à d'autres puissances. Bon, ce n'est pas exactement le modèle américain, dans lequel les puissances sont déjà là et sapent de plus en plus, dans le territoire du développement du pragmatisme américain comme fonctionnement de la société, le peu de l'État qui était là au début. Là ils utilisent l'État, mais sous le couvert de celui-ci on voit déjà l'introduction de ce modèle des puissances les unes contre les autres, et à la longue des droits contre des droits, qui va être repris par la social-démocratie elle-même en tant que défenseur et mouvement qui agit pour l'extension des droits (droits sociaux au travail, droit à l'éducation, aux congés payés, au chômage, à la santé, aux loisirs à la longue, etc.), et donc le concept de droit devient la manière dont la société est reconnue comme assujettie à une «réforme infinie». C'est l'expression d'Helmut Schmidt, chancelier social-démocrate allemand. Le but de la social-démocratie, c'est: on n'a pas de limites parce qu'on est là pour constamment réformer la société. Donc, c'est l'utilisation d'un discours politique pour préparer une société qui abolit toute possibilité de décréter une finalité quelconque. Et quand cela vient par le biais de la politique elle-même, cela est encore plus ambigu pour nous. Cela rejoint en même temps tout le mouvement de réformes de type pluraliste libéral qui a marqué la social-démocratie des années 70. Mais il faut souligner que cela était déjà présent à la II^e Internationale: la question des femmes, des droits des femmes, des droits des homosexuels, le problème de la réforme du code pénal, la question de l'abolition de la peine capitale, le problème du divorce, étaient déjà à l'ordre du jour dans les débats de la social-démocratie de la II^e Internationale, sans parler de toute la période d'après la première guerre mondiale.

Autre phénomène à signaler: dans la mesure où la social-démocratie a toujours maintenu des liens avec les syndicats, elle a en même temps favorisé les coalitions, et cela, dans leurs propres termes, pour «réconcilier les contre-pouvoirs». Et dans les termes de Bergounioux et Manin, cela représente aussi une sorte de libéralisme, «celle qui limite le pouvoir en lui opposant d'autres pouvoirs, et non pas seulement en le soumettant à des règles». C'est donc déjà la lente transition vers une situation de la société contemporaine que nous-mêmes avons critiquée. Sauf que dans la mesure où elle peut garantir, à travers ses liens avec les syndicats, la notion de communauté et de solidarité, elle peut en même temps poursuivre - ce qu'elle a fait pendant longtemps, dans les années 60-70 - une politique de gestion étatique de l'économie, et une modération salariale, cela à l'encontre d'autres partis de droite (le problème des partis de droite, c'est qu'ils avaient du mal à contrôler les syndicats pour «livrer la marchandise» quant à leur gestion macroéconomique de la société). Mais lorsque cela s'effondre aussi, comme en Angleterre, en grande partie parce qu'ils n'avaient pas le contrôle des syndicats, la voie est ouverte à la contre-attaque néo-libérale et néo-conservatrice. Il me semble qu'au bout du compte, cela fait qu'on transforme la social-démocratie en discours, en pur discours, et curieusement, on peut aujourd'hui

faire la critique de la social-démocratie de la même façon que Marx l'avait faite dans le dix-huit brumaire de Louis Bonaparte - il fustigeait les partis sociaux-démocrates parce qu'ils n'avaient aucune conscience de classe et aucun lien organique avec la classe ouvrière. Et aujourd'hui on se trouve dans une situation où tous les partis de l'échiquier politique sont sociaux-démocrates, indépendamment de leur lien avec le mouvement ouvrier. Et malgré la thèse que j'ai avancée selon laquelle l'organisation du mouvement ouvrier représente déjà le développement d'une société postmoderne, je pense que l'abandon de toute référence à une lutte de classes et à un monde divisé par le travail est encore un pas de plus vers l'abandon de cette tradition politique. De telle sorte que Mitterand est social-démocrate, comme l'est Parizeau, comme l'était René Lévesque, etc.; tout le monde continue à réduire les salaires, à mettre les gens au chômage, et à le faire au nom du social-démocratisme. Et cela même lorsque les syndicats sont encore puissants.

Quelques petites réflexions d'ordre politique, normatif et théorique liées à nos thèses. Que peut-on déduire de tout cela, que j'ai présenté assez schématiquement? Cela souligne pour moi la nécessité, si on veut comprendre la société contemporaine, de couper avec le discours social-démocrate, dans le discours politique mais aussi dans toutes les analyses sociologiques qui endossent cette perspective, les analyses sur les classes, sur le travail comme l'activité principale unifiant la société, etc. Et il est important aussi de poser les questions politiques là où elles se posent. Entre autres: qu'est-ce qui va porter l'héritage politique libéral et bourgeois? Je pense que, toujours, une des puissances et un des attraits de la social-démocratie est de rappeler aux gens qu'ils représentent encore un dernier écho de quelque chose qui est de l'ordre du lien social. Par exemple, nous dépendons des prestations universelles d'assurance maladie, d'assurance chômage. Cela pose la question de ce qui est derrière l'abandon du principe universel, et qui est simplement la reconnaissance par la société elle-même du fait que maintenant elle peut prendre en charge toutes les catégories particulières qui la composent et que la politique n'a plus rien à dire sur le caractère global et communautaire de la société. Cela a toujours été le point fort de la social-démocratie, et dans la mesure où l'on signale la non-pertinence actuelle de la social-démocratie, cela ne signifie pas la non-pertinence de ce que la social-démocratie représentait par rapport à cet héritage de la société politique, moderne, libérale, bourgeoise, etc. Mais cela doit être pensé à l'intérieur de la reconnaissance de l'abolition du travail et aussi en considérant l'hégémonie des technocrates dans l'organisation de la vie contemporaine. Sans parler de la mondialisation de l'économie, laquelle est une autre manière de rendre complètement caduque toute tentative de politique social-démocrate traditionnelle.

Une deuxième chose que j'aimerais souligner, c'est jusqu'à quel point capitalisme et social-démocratie vont ensemble - parce que dans le discours politique, on posait toujours la social-démocratie contre le capital - non seulement au niveau de l'organisation du prolétariat, mais au niveau de ce qui est prôné par la social-

démocratie elle-même. C'est-à-dire que je me demande jusqu'à quel point l'extension de la conception du droit, la reconnaissance de toutes les revendications de type culturaliste et libéral dans les sociétés contemporaines, ne seraient pas aussi l'indication du fait que la social-démocratie se fait le champion de la vie contemporaine considérée comme une extension infinie des chances. Même le discours d'égalisation des chances est tenu au nom de cela. Et cela me rappelle exactement ce que Parsons et Luhmann ont invoqué comme justification de la liberté contemporaine: augmentation des valeurs, circulation des possibilités, augmentation des complexes de rôles, basées évidemment sur l'argent comme le moyen général d'échange, l'argent qui est apparu comme la forme par excellence au début de ce processus, mais auquel s'ajoutent maintenant d'autres moyens d'échange généralisés, comme l'influence, le savoir, les possibilités esthétiques, etc. Et tout cela exigeant la liberté de circuler de la personne - ce qui est quand même une revendication de la modernité juridique. Et en même temps, augmentation de la capacité matérielle de la société à fournir les bases réelles pour rendre cela effectif pour tout le monde. Et cela n'était pas une conquête de la modernité, mais une conquête du capitalisme industriel. La social-démocratie représente le jumelage des deux «modes de reproduction» sous la forme de représentations politiques. On peut dire dans ce sens-là, si on prend des gens comme Weber ou Keynes et Marx, qu'ils ont tous raison et sont tous réconciliés dans la version politique de la social-démocratie, qui pose toutes leurs interrogations dans les termes d'une société, mais qui dans la pratique abandonne tout cela aux diktats du capitalisme.

Alors - c'est quelque chose qu'on a déjà discuté de temps à autre - que représente, par exemple, la Chine, dans sa volonté d'intérioriser et d'avaloir le marché sans céder du tout du point de vue de l'organisation politique de la société? Dans un certain sens, peut-être que la Chine, le Japon, etc., représentent une tentative (laquelle viendrait autrement des sociétés politiques modernes d'Europe), de combiner les possibilités d'extension des chances de la vie avec une forme quelconque de solidarité sociétale qui aurait une efficacité dans la vie. Je ne dis pas qu'il faut adopter ce modèle, mais j'essaie de penser ce que cela peut représenter. Parce qu'il me semble que l'attrait de la social-démocratie est précisément qu'elle donne au moins l'impression aux gens qu'on peut avoir à la fois tous les bénéfices matériels du capitalisme industriel, et en même temps ceux du lien sociétal, communautaire, fourni par la société moderne et incarné par la social-démocratie.

Cette analyse de la social-démocratie soulève aussi la question de l'inéluctabilité de l'émergence de la société postmoderne de la modernité. Je sais que très souvent, Michel et d'autres en ont plutôt relevé le caractère contingent. Mais plus on lit et plus on analyse... Moi je suis tristement amené à la conclusion qu'il y a quelque chose de l'ordre de l'inéluctable, au moins historiquement. Quelque chose d'inéluctable tel que, si on devait répondre à la question de Weber: est-ce que la rationalisation du travail doit nécessairement amener à la cage de fer ou à l'idiotie

heureuse de la société d'accumulation infinie? on répondrait oui. Je ne dis pas que c'est la fin de l'histoire, mais je me demande juste si ce processus historique, vu à travers le courant de la social-démocratie qui a brouillé les cartes avec toute la bonne volonté du monde, ne démontrerait pas quelque chose de l'ordre de l'inéluctable, et si ce n'est pas le caractère de cette transition, qui s'est faite par l'expansion et la mutation et non pas d'une manière révolutionnaire, qui lui donne cette dimension d'inéluctabilité? Lorsqu'on analyse la social-démocratie, on n'analyse pas le capitalisme industriel dans sa forme positive, mais dans sa forme «critique», disons, ou dans l'incarnation du moment politique de cette critique, et dans la modernité devenue critique incarnée dans le mouvement ouvrier. Et dans la mesure où la critique elle-même a contribué au développement de la postmodernité, est-ce qu'il n'y a pas lieu de réfléchir là-dessus? Est-ce que ça n'a pas aussi été le drame de l'école de Francfort, et ce qui a fait que celle-ci a été d'une certaine manière - dans la perspective que nous avons élaborée - le défenseur de la postmodernité, précisément parce qu'elle refusait de s'attacher à aucun mouvement politique? Les gens de l'école de Francfort sont toujours demeurés critiques, n'ont fait aucune alliance, ni avec le mouvement communiste, ni avec le mouvement socialiste ou social-démocrate, et c'est seulement cela qui leur a permis de saisir la nature totale et globale de la société postmoderne. Je pense que cela est important parce que cela souligne quelle est la tâche de la pensée critique contemporaine: essayer de renouer avec le passé d'une manière réflexive et critique, tout en coupant radicalement avec toutes les formes politiques qui représentent encore une tentative de «sauver les meubles de la modernité». Et ce n'est pas la même chose que de rejeter complètement tout ce que la modernité a apporté, mais il s'agit de cesser de chercher le salut dans les termes classiques de l'agent du mouvement historique. Ce qui explique, je pense, pourquoi la critique de la social-démocratie doit être effectivement une critique définitive de la thèse de la fin de l'histoire. Curieusement, ce n'est pas pour annoncer la fin de l'histoire que j'évoque l'inéluctabilité de la transformation post-moderne de la modernité, pour vraiment débattre avec les thèses de Bell, Fukuyama, etc. Mais on ne peut plus voir l'histoire de la manière dont on l'a vue à l'aune de la social-démocratie, qui est une extension de l'idée de Marx, et qui est finalement une extension de la manière dont la modernité elle-même a conçu l'histoire: rupture avec la tradition, révolution, chercher l'agencement de la révolution, et quand on a épuisé tous les agencements de la révolution, alors devant la totalité on n'a plus rien à faire que de se mettre les mains dans les poches, rentrer chez soi et revendiquer ses droits ou ce qui en reste.

Si on doit reconnaître cette inéluctabilité de la postmodernité comme indiquant que la postmodernité n'est pas seulement une version de la modernité, mais la modernité qui a compté d'une manière rétrospective (comme Olivier l'a dit une fois: après coup on peut dire que le vrai sens de telle action a été tel ou tel), alors on peut dire aussi que la postmodernité est le vrai sens de ce que la modernité portait en germe, d'une manière incipiente. Dans ce cas, quel sens y a-t-il à vouloir insister sur la modernité comme un mode de reproduction différent de

celui de la postmodernité? Je pense qu'il est important d'insister sur ce point. Dans la mesure où la modernité représente une tentative d'auto-institution de la société d'une manière réflexive par le biais de la politique plutôt que par le biais d'une référence transcendantale divine, on peut y réfléchir actuellement pour signaler que toute société antérieure à la nôtre portait d'une manière ou d'une autre une conception théorico-idéologique, et dans un certain sens idéologique, de la société. Et devant cette tentative de couper avec la dernière possibilité de critique à l'intérieur de ce que la modernité porte, cela nous oblige effectivement à réfléchir sur les anciens modes de reproduction comme typiques d'une forme idéologique quelconque, qui est peut-être en partie illusoire, mais en partie humainement nécessaire pour la construction de l'ordre social - et donc, si on veut avoir une histoire, c'est de ce côté qu'il faut regarder, parce que si on n'a pas ça, un peu comme Michel l'a souligné dans son article sur l'Amérique, il ne nous reste que la technique. Il faut se poser la question: que veut-on du passé, et à quel moment de la modernité ou des sociétés traditionnelles veut-on faire référence afin de renverser un peu les choses? Mais je ne peux voir où je vais de la même manière que Marx le voyait, ou même de la façon dont Weber a pu nous le suggérer, c'est-à-dire en essayant de voir d'une manière presque schizophrénique qui seraient aujourd'hui les puritains contemporains, qui à leur insu préparent une post-postmodernité par l'invention d'une norme qui aurait des sanctions psychologiques complètement différentes. Je pense qu'il s'agit plutôt de faire, dans les termes de Panovsky, ce que la Renaissance a fait pour les gens qui ont pensé cette époque, c'est-à-dire essayer de retrouver dans le passé les moments heureux pour qu'on puisse penser qu'à l'avenir quelque chose sera autre que ce que la social-démocratie dans cette version que je viens d'esquisser a montré comme le vrai visage de la modernité.

DISCUSSION

Jacques Mascotto: Je suis en désaccord avec les tenants et les aboutissants de ce que Stephen a dit, c'est-à-dire du point de vue de la méthode, du plan, et de la conclusion. Je vais relever d'abord ce qui est selon moi une erreur de méthode, et ensuite certaines contradictions dans ce qui a été dit. Je pense que lorsqu'on veut parler de la social-démocratie, il faut raisonner à partir de son propre discours et non pas faire des passages continuels entre la réalité empirique qui nous sert de point de départ pour ensuite viser tel ou tel discours, lesquels discours d'ailleurs sont rarement sociaux-démocrates. Le deuxième point, c'est que la définition implicite de la social-démocratie me paraît fautive: la social-démocratie, c'est d'abord, en liaison avec le marxisme et le communisme, un mouvement d'avant la première guerre mondiale. Parler de social-démocratie dans une trajectoire unique est faux. Autrement dit, je récusé cette idée que toute l'histoire de la social-démocratie représente la défense de la société bourgeoise, parce qu'il n'y a pas ici une considération suffisante des périodes de l'histoire. La social-démocratie d'avant la guerre de 1945 et celle d'aujourd'hui n'est pas la même, et la contradiction est que Stephen a parlé souvent de 1945, ce qui veut dire que par là il veut signifier une coupure, et cela est en contradiction avec l'idée que toute l'histoire de la social-démocratie représente la défense de la société bourgeoise. Troisièmement, *Evolutionary socialism* de Bernstein, c'est en allemand *Voraussetzungen des Sozialismus*, «les principes du socialisme», et non pas «le socialisme évolutionniste». Si on veut parler de la social-démocratie, il faut minimalement parler de ce que Bernstein et Kautsky ont dit, eux qui sont les théoriciens de la social-démocratie, et non pas faire référence au chancelier Kreisky, à Helmut Schmidt ou à Mitterand. C'est comme si on voulait parler du marxisme et qu'on parlait de Gorbatchev sans vraiment considérer ce que Marx lui-même a dit. Dans l'exposé, il y a cette idée sous-jacente de la trahison (c'est une idée tout à fait trotskiste et léniniste). Mais la social-démocratie n'a pas forcément trahi la révolution, tout comme les autres bolchéviques n'ont pas forcément trahi la Révolution russe; je veux dire en cela qu'ils étaient opposés non pas à la révolution mais au bolchévisme, ce qui du point de vue historique est quand même différent. Mais comme ils ne confondaient pas révolution et bolchévisme, il ne faudrait pas prendre les idées bolchévistes pour impliquer qu'ils ont trahi le mouvement ouvrier. On peut très bien être pour la révolution sans être léniniste et bolchévique. De la même façon, pour ce qui est du passage sur le stalinisme: je veux bien que la social-démocratie ait une responsabilité dans le fascisme, mais il faut quand même montrer à quel point le parti communiste stalinien qui accusait les sociaux-fascistes et les hitléro-trotskyistes a contribué à la victoire du nazisme. Il est évident que quand on traite les sociaux-démocrates de sociaux-fascistes, cela ne facilite pas du tout un front ouvrier uni contre le fascisme. Et de la façon dont Stephen l'a exposé, on lui en voit ici une responsabilité majeure, point sur lequel je ne suis pas d'accord. Ensuite, parler du American Labor en parlant de la social-démocratie, c'est quand même assez bizarre, parce qu'actuellement il y a cent cinquante mille ouvriers qui ont rompu

avec l'*union business*, qui sont en train de former un parti social-démocrate aux États-Unis, le Labor Party, et qui reprennent certaines idées de Kautsky et Bernstein; ce parti est en radicale opposition avec l'AFL-CIO, et toute la gauche a réussi, à travers les sociaux-démocrates, à «foutre en l'air» notamment le syndicat des Teamsters et à en prendre la direction démocrate. Je dirais que par un retour des choses, la social-démocratie en tant que concept, en tant que théorie sociale, est très actuelle aux États-Unis, dans le cadre de la reviviscence du mouvement ouvrier contre le *business unionism*, et je vois donc un grand paradoxe à enterrer la social-démocratie alors qu'elle revit en Amérique. Je dirais que d'une façon générale dans les pays anglo-saxons, en Angleterre, en Australie et aux États-Unis, la social-démocratie n'a jamais (...) qu'elle a eue en Europe continentale, en Allemagne et en France, précisément parce que c'était un *laborism*, un *laborism* qui véhiculait une utopie rurale - tel que l'a très bien montré Raymond Williams - et que le Labor n'a jamais été capable de s'adapter aux contradictions urbaines que les gens vivent dans les villes. Et c'est la raison pour laquelle il y a actuellement des poussées extraordinaires dans les pays anglo-saxons pour transformer le Labor en Social Democratic Party. Il ne faudrait peut-être pas être *out of joint* de la réalité, parce que si nous voulons avoir des bases pratiques pour agir dans la postmodernité... si la social-démocratie est morte (en tant que concept et non pas en tant que mélange historique de toute la trajectoire), et si le communisme est mort, il ne nous reste pas grand-chose à part le libéralisme. Conséquemment, je me propose ici de montrer ce que le concept social-démocrate veut dire théoriquement, ce qu'il ne faudrait pas confondre avec la réalité, à moins qu'on la prenne comme un point de comparaison, mais alors il faudrait parler de la réalité d'après la première guerre mondiale. Parce que ce qui se passe après la première guerre mondiale, à Bad Godesberg, ou après autres évolutions de la social-démocratie, ce n'est plus la «social-démocratie». Et ce qui vaut pour le marxisme vaut aussi très bien pour la social-démocratie. Je ne pense pas qu'on puisse raisonner sur le marxisme en partant de Coletti, ou d'Althusser, sans se référer à Marx; de la même façon, je ne vois pas comment on pourrait faire l'économie de se référer à Kautsky ou à Bernstein.

Autre précision. Cette idée que la social-démocratie est une sorte de catapulteur de la postmodernité: dans son concept, tel que l'ont posé Bernstein et Kautsky, la social-démocratie est une forme de transition de la pré-modernité à la modernité, c'est une sorte d'articulation entre des influences pré-modernes et modernes, et en aucun cas une transition à la postmodernité.

«Toute l'histoire de la social-démocratie représente la défense de la société bourgeoise»: d'abord, ce n'est pas «toute l'histoire» de la SD, il y a des ruptures et on ne peut plus parler de «social-démocratie» après la deuxième guerre mondiale; ensuite la «société bourgeoise», c'est précisément le concept extraordinaire de *burgerliche Gesellschaft*, que Kautsky et Bernstein ont théorisé contre Rosa Luxemburg, laquelle voit dans *burgerliche Gesellschaft* «société capitaliste bourgeoise», alors que Kautsky et Bernstein y voient «société civile».

Et il y a une ambiguïté dans le terme. Alors, sur le point qu'ils veulent défendre la *bürgerliche gesellschaft*: si on a un point de vue léniniste, c'est vrai qu'ils ont défendu la société bourgeoise capitaliste, mais si pour eux, dans leur propre théorie de la social-démocratie à l'origine, la *bürgerliche Gesellschaft* ne veut pas dire «société capitaliste» mais «société civile», alors cela ouvre un débat théorique.

Ensuite, par rapport à la révision du marxisme: ils font une grande différence entre le marxisme et le bolchévisme, et on ne peut donc pas non plus parler de la social-démocratie sans ce détour obligé par la confrontation avec le marxisme russe. Parce que cette période historique, ces grands débats à l'intérieur du marxisme, sont constitutifs de l'idée même de social-démocratie.

Alors, d'une façon générale encore une fois, si les hommes sont morts, les idées peut-être survivent; peut-être que les institutions sont déclinantes mais que les idées ont une vie en dehors des individus. La première définition que je donnerais de la social-démocratie, c'est qu'il s'agit d'une expérience politique qui a précédé la première guerre mondiale et qui s'est transformée après la deuxième guerre et durant les années 70 et 80. Deuxième prémisse, c'est que toute théorie politique et sociale, comme la social-démocratie, contient des utopies ou des images de la «bonne société», et cela est vrai de la social-démocratie. Et ce qui est propre à la théorie de Kautsky et Bernstein, c'est qu'ils voient la modernité comme un amalgame de formes sociales modernes, post-modernes, et pré-modernes. Ils n'ont pas une vision totalement linéaire de la modernité. Si on veut montrer l'actualité des débats de la social-démocratie de cette époque, peut-être que ces vieux problèmes sont encore importants pour nous, et qu'il ne faudrait pas les laisser écarter au nom d'une disqualification sans retour de la social-démocratie. Autrement dit, comme Macpherson le disait («*the life and times of liberal democracy*»), on peut très bien dire que la social-démocratie est à la fois morte et vivante. L'oeuvre des deux auteurs mentionnés tourne autour des limites et des possibilités de la modernité. Mais si on veut parler nous d'une activité, d'une action pratique dans la postmodernité, on pourrait peut-être envisager les possibilités discursives de la social-démocratie, et en quoi des vieux problèmes qu'ont confrontés Bernstein et Kautsky sont encore des problèmes importants pour nous.

Pour Bernstein, le réformisme est une réponse légitime aux problèmes de la civilisation capitaliste. Il parle de *möglichkeiten sozialismus*, c'est-à-dire des possibilités du socialisme. Il conçoit la modernité comme la coexistence du capitalisme, du socialisme et de la civilisation, c'est le point théorique fondamental, et il ne fait pas du tout une lecture de la modernité en termes bolchéviques, à savoir modernité = capitalisme, dont le communisme serait la négation. L'autre point de départ, c'est que l'individu est social, et que l'individu social est une caractéristique de la modernité, ce rapprochement entre le social et l'individu, et la pratique de la social-démocratie en tant que stratégie, c'est de

Et il y a une ambiguïté dans le terme. Alors, sur le point qu'ils veulent défendre la *bürgerliche gesellschaft*: si on a un point de vue léniniste, c'est vrai qu'ils ont défendu la société bourgeoise capitaliste, mais si pour eux, dans leur propre théorie de la social-démocratie à l'origine, la *bürgerliche Gesellschaft* ne veut pas dire «société capitaliste» mais «société civile», alors cela ouvre un débat théorique.

Ensuite, par rapport à la révision du marxisme: ils font une grande différence entre le marxisme et le bolchévisme, et on ne peut donc pas non plus parler de la social-démocratie sans ce détour obligé par la confrontation avec le marxisme russe. Parce que cette période historique, ces grands débats à l'intérieur du marxisme, sont constitutifs de l'idée même de social-démocratie.

Alors, d'une façon générale encore une fois, si les hommes sont morts, les idées peut-être survivent; peut-être que les institutions sont déclinantes mais que les idées ont une vie en dehors des individus. La première définition que je donnerais de la social-démocratie, c'est qu'il s'agit d'une expérience politique qui a précédé la première guerre mondiale et qui s'est transformée après la deuxième guerre et durant les années 70 et 80. Deuxième prémisse, c'est que toute théorie politique et sociale, comme la social-démocratie, contient des utopies ou des images de la «bonne société», et cela est vrai de la social-démocratie. Et ce qui est propre à la théorie de Kautsky et Bernstein, c'est qu'ils voient la modernité comme un amalgame de formes sociales modernes, post-modernes, et pré-modernes. Ils n'ont pas une vision totalement linéaire de la modernité. Si on veut montrer l'actualité des débats de la social-démocratie de cette époque, peut-être que ces vieux problèmes sont encore importants pour nous, et qu'il ne faudrait pas les laisser écarter au nom d'une disqualification sans retour de la social-démocratie. Autrement dit, comme Macpherson le disait («*the life and times of liberal democracy*»), on peut très bien dire que la social-démocratie est à la fois morte et vivante. L'oeuvre des deux auteurs mentionnés tourne autour des limites et des possibilités de la modernité. Mais si on veut parler nous d'une activité, d'une action pratique dans la postmodernité, on pourrait peut-être envisager les possibilités discursives de la social-démocratie, et en quoi des vieux problèmes qu'ont confrontés Bernstein et Kautsky sont encore des problèmes importants pour nous.

Pour Bernstein, le réformisme est une réponse légitime aux problèmes de la civilisation capitaliste. Il parle de *möglichkeiten sozialismus*, c'est-à-dire des possibilités du socialisme. Il conçoit la modernité comme la coexistence du capitalisme, du socialisme et de la civilisation, c'est le point théorique fondamental, et il ne fait pas du tout une lecture de la modernité en termes bolchéviques, à savoir modernité = capitalisme, dont le communisme serait la négation. L'autre point de départ, c'est que l'individu est social, et que l'individu social est une caractéristique de la modernité, ce rapprochement entre le social et l'individu, et la pratique de la social-démocratie en tant que stratégie, c'est de

construire une société à l'intérieur de la société (c'est très gramscien; d'ailleurs, Kautsky a été un des maîtres à penser de Gramsci). Et Bernstein et Kautsky voient la modernité comme une constellation de mouvements sociaux, lesquels vont créer de fait une société dans la société (ils avaient des clubs de fumeurs, des clubs de non-fumeurs, des clubs de vélo, des clubs de loisirs, des associations sportives de toutes sortes, des bibliothèques, des librairies, des clubs de chansons, des bars, etc.; c'est quand même autre chose que cette idée d'État, de bureaucratie du Parti). Je cite ici Bernstein dans son livre sur les principes du socialisme: «Le socialisme ne naît pas du chaos, mais de l'union des travailleurs organisés dans le domaine de l'économie avec des conquêtes et des créations pour le combat de la démocratie, et dans l'État, et à l'intérieur de la communauté». Autrement dit, pour Bernstein et Kautsky, la société civile n'est pas un milieu naturel, comme le libéralisme, c'est d'abord un processus d'apprentissage, d'apprentissage de la citoyenneté. Et c'est précisément à partir de cette idée qu'ils s'opposent au bolchévisme. Bernstein écrit dans *La théorie sociale des Bolcheviks*: «Leur théorie sociale est un pas en arrière par rapport à Marx, un marxisme vulgaire, leur doctrine politique est une surévaluation du pouvoir créateur de la violence nue, et leur éthique politique ne constitue pas une critique mais relève d'une maigre compréhension des idées libérales qui dans la grande Révolution française ont trouvé leur expression classique. Et face à la rébellion et à la révolte des peuples en lutte qui ne se fera pas attendre, pour la liberté et leurs droits, les bolchéviques devront réviser d'une façon fondamentale leur politique et leur éthique.» C'est quand même déjà prémonitoire, en 1912-13... Alors, évidemment, d'un côté il y a une transformation administrative de la social-démocratie, mais en même temps il y a des thèses contradictoires, comme celle de Muller, avant Michels et Ostrogorsky, qui montre à quel point il y a eu un changement de la composition de classes. Et je ne vois pas comment les changements de composition de classes de la société n'affecteraient pas le parti social-démocrate, à moins d'en faire un idéal en dessus de la réalité concrète. Il faut voir que lorsque Bismarck poursuivait les travailleurs sociaux-démocrates, la plupart d'entre eux se sont transformés d'ouvriers en petits boutiquiers, en petits-bourgeois, et c'est vrai que cela a joué un effet important au niveau de la composition de classes du parti, tout comme pour le parti bolchévique. Bernstein et Kautsky étaient tout à fait conscients de cette transformation, et c'est la raison pour laquelle ils ont opposé le «mouvement» au «parti». Là il y a une thèse de Bernstein et Kautsky qu'il est important de rappeler. Kautsky part du principe que le mouvement, c'est à la fois du point de vue d'un processus d'accumulation des luttes, et d'un autre côté du point de vue de l'acteur social dudit mouvement. C'est pourquoi je ne comprends pas qu'on puisse dire, comme Stephen l'a fait, qu'il faut rompre avec la social-démocratie, avec son concept de classe, de parti et de prolétariat. C'est précisément ce que Kautsky et Bernstein voulaient faire: couper avec le discours SD et son concept «classe-travail» comme unifiant la société, ne pas identifier la société avec les concepts de parti et de classes. C'est la raison pour laquelle ils ont conçu cette distinction, en disant que le but du socialisme n'est rien et le mouvement est tout. «Le mouvement est tout», cela veut dire d'abord que la

civilisation bourgeoise n'est pas solide comme du cristal, mais flexible, et que le parti doit évoluer avec cette civilisation bourgeoise, que le progrès social est le résultat de la lutte sociale, de l'agitation et de l'organisation. La social-démocratie au départ, c'est tenter de faire une sorte de théorisation dialectique entre l'organisation et la lutte sociale, avec cette idée de Marx que le capitalisme est délétère, c'est-à-dire qu'il renverse tout, qu'il fractionne tout. Cela veut dire que si le but final est subordonné au mouvement, c'est que le but final ne doit pas émasculer la spontanéité des masses, la réalité concrète des luttes. La vision qu'ils ont de la société, c'est à la fois développer le *self-help*, une société différenciée au maximum, un développement de la personnalité dans le cadre de la division du travail, et un principe d'association qui devrait gouverner une société future dépendant de l'obligation politique. Et il est évident que lorsque Bernstein et Kautsky sortent cette idée des droits, comme ils sont très wébériens (surtout Kautsky dont toute l'oeuvre est: si on a des droits on a des devoirs - même le travail est chez lui un devoir), c'est qu'ils veulent développer un modèle actif de citoyenneté, avec cette idée que 1- la civilisation précède et transcende le capitalisme 2- la citoyenneté précède et transcende le libéralisme. C'est la raison pour laquelle toute leur oeuvre est fondée sur une dialectique entre le passé, c'est-à-dire l'idéal pré-moderne, l'idéal de liberté, l'idéal d'émancipation, et le futur; ils veulent montrer en quoi la tradition doit s'articuler au présent avec un idéal, mais que cet idéal doit toujours être lié à une analyse matérielle de la situation politique effective. C'est pourquoi ils ont toujours donné une place centrale à l'imaginaire. Alors, de Weber ils tirent cette idée d'obligation, et de Durkheim (surtout Kautsky), ils tirent l'idée que la morale dépasse en durée de vie la vie économique. Leur conception de la démocratie n'est donc pas instrumentale, ils prennent la démocratie au sérieux. Bernstein, d'ailleurs, rejette le marxisme syndicaliste, en disant que jamais les syndicats ne seraient un ordre prolétarien. L'idée de démocratie inclut une notion de justice, une égalité de droits pour tous les membres de la société. Mais la social-démocratie ne veut pas casser la société et faire de tous ses membres des prolétaires; elle travaille au contraire incessamment à élever le travailleur de sa position sociale de prolétaire à celle de citoyen et à rendre ainsi la citoyenneté universelle. Autrement dit, une société socialiste ne peut pas et ne doit pas être une société prolétaire, et la liberté civile et la citoyenneté ne coïncideront jamais avec un programme économique quelconque. Et c'est là que le *sollen*, le devoir-être, prime toujours ici, en tant qu'idée politique, sur la réalité empirique de l'économique. On peut appeler cela un «attentisme révolutionnaire», on peut appeler cela une «orthodoxie marxiste avec sensibilité empirique», mais la matrice conceptuelle de la social-démocratie c'est que la modernité est formée par le passé et par le présent, et que c'est précisément cette modernité en tant qu'elle est articulée à la tradition qui doit structurer l'avenir. On le voit très bien quand Kautsky parle des intellectuels, et qu'il dit qu'il n'y a pas de différence au niveau structurel entre l'intellectuel de la société pré-capitaliste et l'intellectuel critique d'art de la modernité. Et à ce sujet, quand ils emploient le concept d'*evolution* : la traduction en «évolution» implique déjà un jugement selon lequel c'est de l'étapisme. En fait, Kautsky a dirigé la

Neue Zeit et ce journal-là était bourré d'anthropologie. Habermas n'a pas inventé le concept d'*evolutiongeschichte*, c'est Kautsky, et lorsque ce dernier parle d'évolution, il le fait par rapport à l'histoire complète de l'humanité, et non pas en regard des petits problèmes du socialisme. Et c'est précisément sa thèse que le savoir est toujours limité: on ne va pas conquérir, comme le parti bolchévique le pensait, par une connaissance scientifique de la réalité. Ce concept d'*evolution* correspond à une vision générale anthropologique de l'humanité. Il s'agit donc d'une volonté de poser le problème du socialisme dans les pays avancés, mais dans le cadre d'une histoire générale de l'humanité. Alors, de cette idée anthropologique qui jalonnait complètement la *Neuer Zeit*, ils en arrivent à cette idée que la société n'est pas un organisme parce que chaque individu a une conscience. C'est une société fondée sur la différenciation, et c'est là que Kautsky dit que le travail peut prendre différentes formes, et il voit le travail comme responsabilité. Dans ces conditions-là, on peut dire que la social-démocratie est quand même une volonté de fonder l'utopie concrète (toute théorie sociale porte d'ailleurs une utopie implicite). Et je pense qu'il nous faut trouver, nous, si on veut parler de notre époque, un nouveau langage. C'est vrai que si on allait parler de marxisme et de communisme en Europe de l'Est, on serait vraiment des mauvais stratèges; de la même façon, on ne va pas aller parler de social-démocratie dans les milieux radicaux en France, en Italie ou en Allemagne. On doit donc accepter le fait qu'il y a une certaine évocation social-démocrate, que le concept a malheureusement suivi son rabatement sur sa dégradation historique à partir de la deuxième guerre mondiale, c'est un état de fait. Mais ce n'est pas parce que la social-démocratie est morte en tant que nom, tout comme le communisme, que les problèmes qu'ils posent et les concepts qui étaient à leur base ne sont pas utiles pour nous, ne peuvent pas constituer de point de départ. Il ne faut pas confondre la chose et le nom ici. Dans ces conditions, en tant que la social-démocratie a toujours figuré une tentative de lier dialectiquement théorie sociale et politique, et époques pré-moderne et moderne (c'est une théorie sociale de l'articulation), il est intéressant de voir ce problème du point de vue de l'articulation de la modernité à la postmodernité. Il est évident dans ce qu'ils disaient - «le communisme est pré-moderne, le socialisme est moderne» - que la social-démocratie a voulu intégrer certains éléments du communisme véhiculé par Marx, dans le cadre d'un socialisme vu comme mouvement moderne, et voyait la politique comme un mouvement en avant et en arrière. Autrement dit, la social-démocratie n'est pas un modèle, mais ça reste une utopie, et comme disait Kautsky: le socialisme n'a rien à faire avec les plans, il a affaire à des normes. Pour Kautsky, la modernité, ce n'est pas les *free-born-englishmen*, cette idée des droits naturels et cette fiction pour lui ne mènent nul part; tout comme il refuse le *one-class-model*, ce modèle classiste du bolchévisme. Et c'est précisément cela la place de la social-démocratie dans l'histoire de la pensée, c'est d'évacuer cette idée des *free-born-englishmen* et cet aspect du parti de classe, pour trouver une troisième voie: une sorte de citoyenneté qui soit découplée du travail, au sens du processus du travail ou du marché du travail. De la social-démocratie, on peut tirer aussi ces deux constats: ils ont voulu ne pas fétichiser la démocratie, ne pas

universaliser la politique (c'est le sens de l'accent qu'ils mettent sur la responsabilité, sur l'auto-transformation de la personnalité). Dans ce sens-là, la social-démocratie a toujours été une dialectique entre la sociologie et l'éthique. Alors, si on parle de post-social-démocratie, cela ne peut être valable qu'à la condition que cette dernière ne soit pas post-moderne et post-marxiste.

Michel Freitag: Je voudrais d'abord faire une remarque sur l'intervention de Jacques. Tu as fait une présentation de la doctrine, du discours social-démocrate, en t'appuyant essentiellement sur deux auteurs. Tu as reproché à Stephen de passer indûment de la doctrine aux faits, mais le but de son exposé était de présenter le mouvement social-démocrate, qu'on aurait peut-être pu aussi appeler le «socialisme réformiste» (peut-être que cela aurait été préférable, mais ce n'est pas lui qui a choisi l'intitulé du chapitre), en tant que mouvement concret, en tant que mouvement effectif de transition. Le but n'était donc pas de faire un exposé de doctrine, mais de montrer comment le socialisme réformiste avait contribué aux transformations effectives de la société, de l'État et du droit, dans quel sens. Alors, bien sûr qu'un mouvement se réfère à des doctrines, mais pas seulement à celles de Bernstein et de Kautsky. Il y aurait peut-être à faire une place, dans l'exposé de Stephen, à la dimension purement doctrinale et à ce qu'elle veut encore dire maintenant. Ce que je veux dire, c'est que ton intervention s'oppose beaucoup moins à la présentation qu'a faite Stephen que tu n'en donnes l'impression ou que tu le crois, parce qu'elle n'a pas le même objet au bout du compte. Ce n'est pas pour invalider ce que tu as dit; ces oeuvres sont idéologiquement importantes et ont eu une influence politique certaine. Mais ceci dit, dans la vue d'ensemble des chapitres du livre, l'objet de la réflexion et l'objet de l'exposé, c'était ici les mouvements sociaux, les conditions sociales concrètes de transformation de la société, de transition de la modernité à la postmodernité. Alors vous ne parlez pas de la même chose, vous n'abordez pas le thème au même niveau.

Jacques Mascotto: Je ne suis pas d'accord. Je ne partage pas du tout cette façon de voir les choses, je dis que c'est faux méthodologiquement et qu'on va vers une impasse.

Michel Freitag: Je ne suis pas non plus entièrement d'accord avec la conclusion de Stephen sur le dépassement actuel de la problématique social-démocrate, pas seulement telle qu'elle avait été éventuellement formulée par certains auteurs, doctrinalement, mais telle qu'elle avait été prise en charge par des mouvements politiques effectifs dans leur pratique et leur idéologie, et aussi dans les résultats concrets de leur action. Car après tout ces résultats ont été massifs, et je ne pense pas, comme Stephen, qu'ils soient maintenant entièrement dépassés, ou qu'ils se soient entièrement perdus dans le technocratisme postmoderne que nous critiquons.

Jacques Mascotto: Tu crois que je voulais exposer l'histoire des idées. Nous, ici, on est obligés de se poser ce problème des conditions de possibilité, et de ne pas faire de confusion entre le réel et la théorie. C'est ça le problème: on ne va quand même pas faire de l'empirisme.

Michel Freitag: Ce n'est pas que ce ne soit pas un problème fondamental pour nous, mais ce n'est peut-être pas le problème fondamental actuellement. Je voulais faire une remarque à Stephen concernant la critique qu'il fait de la social-démocratie et de sa signification actuelle; mais à la limite ce n'est pas vraiment le problème central pour le moment. Maintenant, on analyse les formes de transition à la postmodernité, on essaie de voir ce que le socialisme réformiste (plutôt que la «social-démocratie») a apporté dans cette transition, en quoi il a été une des courroies de cette transition et en quoi cette courroie est distincte d'autres courroies. Ensuite, si vous vous souvenez, après notre propre critique de la postmodernité, il doit encore y avoir dans le premier livre un chapitre de conclusion, où la critique de la postmodernité doit s'ouvrir sur la recherche et la formulation d'une alternative. Mais on ne peut pas faire cela à chaque chapitre. Ce n'était donc pas l'objet premier de l'exposé que d'arriver à poser la question: qu'est-ce que la social-démocratie peut maintenant encore apporter dans le dépassement de la condition postmoderne, dont nous postulons la nécessité, l'exigence.

Maintenant je fais quelques remarques sur l'exposé de Stephen. La première (c'est peut-être une question de terminologie, parce que par la suite j'ai eu l'impression que tu revenais sur les mots que tu avais employés au début), c'est que quand tu parles dès le début de la pratique des partis socialistes réformistes et de tout le mouvement syndical qui gravite autour d'eux, ou qui interfère avec eux selon des modalités qui varient effectivement d'un pays à l'autre, tu emploies tout de suite le terme de «technocratie»; or je pense que jusqu'à la crise de 1936 ce mot n'est pas tout à fait approprié. Peut-être des aspects technocratiques se manifestent-ils déjà, mais je pense qu'il faudrait employer le terme de «bureaucratie», ne serait-ce que pour marquer la distinction entre deux périodes, comme d'ailleurs tu l'as fait par la suite. Il y a une tendance bureaucratique dans les partis sociaux-démocrates ou dans le mouvement socialiste réformiste. Ce n'est pas juste une question de vocabulaire. Il faudrait donc distinguer plus clairement la notion de bureaucratie et celle de technocratie. En ce qui concerne l'Allemagne par exemple, je pense (sans pouvoir donner de références précises, juste ici maintenant) que si des tendances technocratiques précoces se manifestent, ce n'est pas vraiment dans le mouvement ouvrier mais à l'intérieur du monde syndical, en tant que ce monde syndical est d'une certaine manière associé par Bismarck à la politique nationale de développement économique industriel. Bismarck pratique une politique sociale qui vise à étouffer l'autonomie politique du mouvement social-démocrate, il crée un système d'assurances sociales directement géré par l'État, et cherche, dans un but intégrateur, à associer des représentants ouvriers à leur gestion. Il favorise également le corporatisme d'entreprise. Et là, effectivement, dans ce cadre

syndical à tendance corporatiste, se manifestent certaines tendances technocratiques précoces qui vont de pair avec les tendances organisationnelles également précoces du capitalisme allemand, lesquelles s'apparentent à ce niveau, mais à partir de l'initiative d'État ou en tout cas sous encadrement de l'État, aux tendances organisationnelles elles aussi précoces du capitalisme américain.

J'ai le sentiment que, tout en faisant des distinctions, tu as eu tendance à agglomérer plutôt qu'à vouloir distinguer quatre modalités du réformisme. Pour des raisons de théorisation, je pense qu'il est toujours mieux d'exagérer les distinctions ou les différences plutôt que d'accentuer les lieux de contact et d'interférence, les ressemblances et les analogies. Je proposerais éventuellement (mais je ne suis pas sûr que ma typologie soit définitive) qu'on distingue au moins quatre types de tendances réformistes, dont l'un serait représenté par le «socialisme réformiste». La première tendance serait celle du «réformisme néo-conservateur». Ce qui caractérise ce réformisme, c'est son orientation vers le maintien de l'intégration de la société à l'encontre des tendances à l'éclatement ou à la dissolution de type anémique, propre au capitalisme industriel. C'est donc avec une volonté conservatrice qu'on va ici instrumentaliser l'intégration sociale des milieux ouvriers (Henri de Man par exemple), qui se manifeste aussi dans les activités sociales de l'Église, et qui va se brancher tardivement sur le fascisme à travers le corporatisme. C'est là qu'il y a des tendances en même temps réformistes et technocratiques. On les retrouve par exemple parfaitement bien sous Pétain en France. Mais cela vient de loin, du milieu du XIX^e siècle, et probablement qu'on en trouverait déjà très clairement des racines au moment même de la Révolution française. Ensuite un deuxième courant, qui interfère avec le premier mais qui me semble quand même différent, c'est un réformisme typiquement modernisateur. Il s'agit de mobiliser la société par des réformes en vue d'une industrialisation mise au service du développement de la puissance collective, de la puissance d'État, etc. Dans ce courant, la dimension esthétique du modernisme est particulièrement importante, et c'est par elle autant que par la glorification de la technique qu'il va se lier lui aussi au fascisme. Il me semble que ce qui le caractérise avant tout, c'est l'action politique parlementaire et législative, associée directement ou non avec un mouvement syndical de défense ouvrière sur le terrain des entreprises. C'est un mouvement proprement politique, et dans ce sens, effectivement, il est dans la prolongation de la société bourgeoise, mais - là je rejoins ce que disait Jacques - au sens de la *bürgerliche Gesellschaft*, c'est-à-dire au sens de la société civile et pas au sens de la société libérale capitaliste. Le socialisme réformiste agit dans le sens d'une participation élargie à la vie politique, d'une participation qui inclut la dimension du social, pas au sens moderne, mais la dimension sociale telle qu'elle est entendue dans l'expression «social-démocratie», c'est-à-dire les conditions socio-économiques, les problèmes de la justice sociale, de la répartition, de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale, etc. Et une caractéristique du mouvement socialiste réformiste, au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale, c'est de se tenir essentiellement sur le terrain politique, et plus précisément dans la voie législative. Et le quatrième type,

enfin, correspondrait aux différents courants réformistes américains. Stephen a eu raison de parler de Taylor et des ingénieurs, de parler des mouvements urbains, c'est central je pense; on aurait peut-être pu ajouter, pour son rôle au niveau doctrinal mais aussi pour son impact pratique à travers les *social sciences*, la première école de Chicago, qui participe de cette idée de réforme face à une tendance à l'éclatement de l'unité sociale, à la décomposition sociale dans les ghettos urbains, etc. Il y a de nombreuses manifestations de réformisme à ce niveau-là, tu les as assez bien caractérisées, mais on pourrait peut-être le faire de manière encore un peu plus formelle en disant que ça ne passe pas principalement par la voie de la représentation politique et la vie des partis, mais par de multiples formes d'action directe, autonomes, dans la «société civile», c'est-à-dire essentiellement dans un univers social qui reste encore compris à partir de la culture. Le mouvement qui s'orienterait vers le politique, aux États-Unis, ne peut pas s'orienter vers la social-démocratie parce que le libéralisme et le capitalisme américains eux non plus ne sont pas politiques, ce sont un libéralisme et un capitalisme qui se posent comme naturels. Le mouvement réformiste américain va transcender l'idée des droits naturels et de l'autonomie naturelle de l'individu en s'orientant directement vers l'action sociale communautaire, spécialement dans le contexte de l'urbanisation, c'est-à-dire en court-circuitant le domaine législatif proprement dit, ce qui est une caractéristique assez générale de la société américaine, du moins jusqu'au mouvement des droits civils.

Jacques Mascotto: C'est bien vrai jusqu'aux années 86. Mais depuis le Labor Party est en train de s'organiser. Et les déclarations du chef du syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie, de l'énergie atomique, syndicat qui est à la base du Labor Party qui s'est créé il y a trois ans, sont celles-ci: «Nous rejetons la plate-forme du Parti Démocrate parce qu'elle se fait le défenseur des intérêts du big business, parce qu'elle appuie le traité nord-américain de libre-échange, et parce qu'elle jette l'opprobre sur les travailleurs et travailleuses américains au lieu de les soutenir. Il est clair que les travailleurs et travailleuses doivent s'organiser pour que se développe une alternative réelle dans un proche avenir». Je pourrais faire d'autres citations, où ils expliquent pourquoi ils ont soutenu Clinton et pourquoi maintenant ils se démarquent radicalement du Parti Démocrate. Actuellement ce dernier a perdu le soutien de la masse active des syndicats, il y a un gros branle-bas de combat politique dans les syndicats actuellement, et leur orientation c'est la troisième voie entre le libéralisme et le communisme. Il s'agit d'un parti organisé qui compte déjà 150 000 travailleurs, et informellement environ 500 000 membres gravitant autour. Alors c'est vrai au niveau de l'intégration culturelle, mais seulement jusqu'à partir du phénomène Clinton. Maintenant les gens se détournent du Parti Démocrate, lequel soutient les thèses de Reagan précisément parce qu'il s'est détaché complètement de la base, parce que toute l'ancienne garde de l'AFL-CIO est complètement dépassée maintenant, et qu'elle a été pour la première fois historiquement battue; ils ont mis quarante ans à foutre en l'air les Hoffa et cie. C'est un mouvement qui montre que la social-démocratie peut apparaître encore pour beaucoup de gens comme étant une

alternative possible pour les États-Unis, c'est-à-dire pour la situation avancée de la postmodernité. Il y a plein d'ouvriers aux États-Unis qui considèrent la social-démocratie comme une alternative au néo-libéralisme, alors on ne va quand même pas dire, nous, que la social-démocratie est technocratisée et que tout ce que son histoire a montré, c'est une collaboration, et qu'elle est morte...

Jacques Goguen: Jacques Mascotto me laissera avoir de sérieux doutes quant à la capacité pour quelque mouvement Labor que ce soit aujourd'hui de représenter les forces vives de la société et de réaliser les principes qui étaient à l'origine dans les doctrines social-démocrates... Ceci dit, pour revenir à ton exposé, Stephen, je comprends la perplexité de Jacques Mascotto. Tu as donné beaucoup d'informations ponctuelles, historiques, mais je n'ai pas réussi à comprendre l'idée social-démocrate, le principe qui présidait à la naissance du mouvement. C'est peut-être de cette façon-là qu'on peut voir la social-démocratie comme quelque chose qui s'accommode bien avec la postmodernité ou qui conduit à celle-ci. J'ai l'impression que ce n'est pas très bien défini conceptuellement. Si l'on va au coeur du mouvement pour en identifier les principes, je pense qu'on pourrait tout aussi bien dire que les principes sociaux-démocrates sont une réalisation des idéaux modernes. J'en veux pour preuve (et Michel y a fait allusion tout à l'heure) qu'il y a eu au cours de la Révolution française des débats épiques, au moment de la rédaction de la Charte des droits de l'homme, entre les différents partis de la Convention (Girondins, Montagnards, Thermidoriens), autour du sens à accorder aux principes de justice sociale et d'égalité: est-ce que l'égalité devait être un droit formel, s'opposant simplement à l'inégalité de naissance qui était au principe de l'aristocratie, ou est-ce que ça devait être quelque chose vers quoi on devait tendre dans le fonctionnement de la société? Les révolutionnaires se demandaient si l'égalité était quelque chose de l'ordre du formel et de l'abstrait, comme l'égalité des droits, ou si elle devait tendre vers l'égalité de fait. Soit dit entre parenthèses, on n'a toujours pas, aujourd'hui, réglé ce problème. Par exemple, John Rawls y fait encore référence dans sa théorie de la justice, quand il joue avec l'idée de l'injustice qu'il y a encore dans nos sociétés à permettre des inégalités de richesse à la naissance. Les idéaux sociaux-démocrates sont donc encore très vivants. Seulement, je pense que ces principes plongent au coeur des principes modernes, et j'insisterais plutôt sur cet aspect-là de la social-démocratie.

Greg Nielsen: Puisque je suis visiteur, je ne prendrai pas une position dure dans le débat. Mais j'aimerais faire quelques remarques. La première concerne la petite conclusion de fin. J'ai bien aimé l'idée de rupture avec le discours social-démocrate. Il y a dans cela quelque chose d'intéressant, c'est la reprise de la critique de la politique d'identité. Je pense que c'est vraiment la direction dans laquelle tu vas avec ta conclusion. Je ferais une deuxième remarque au sujet de l'idée que tous les discours canadiens aujourd'hui sont du type social-démocrate (cela concerne aussi le problème du manque de repères historiques dans l'exposé): je pense moi qu'on trouve une histoire de la social-démocratie au Canada anglais qu'il n'y a pas eue au Québec. Qu'on pense à 1933, date à laquelle mes grands-

parents en Saskatchewan ont vu la fondation du parti CCF, et l'ouvrage [?] au Manitoba ou en Saskatchewan, qui était un plaidoyer pour l'indépendance de la région sous la forme d'un *commonwealth cooperative federation*. Dire alors que le discours social-démocrate n'est qu'un discours comme les autres, cela choque ma culture politique et mes origines. Et quant au Québec, il s'agit de se souvenir que Georges Henri Lévesque, qui était aussi là en 1933 à la signature du manifeste de Regina, en a fait un rapport aux archevêques du Québec, en disant qu'on ne pouvait pas appuyer un parti politique fondé sur le concept de la lutte des classes. Ensuite on sait très bien qu'au Québec on a eu affaire à une interdiction par l'Église de voter pour le CCF jusqu'en 1948, date à laquelle l'interdiction a été levée par les archevêques à Montréal. Et il me semble, comme l'a dit J. Mascotto, qu'il y a vraiment un discours social-démocrate qui se distingue des autres discours, et qu'il faudrait mieux faire la liaison entre ce discours et ses repères historiques, et la conclusion tout à fait fascinante, et même provocante, conclusion qui pose le problème de la politique d'identité comme étant une politique qui cherche à influencer un système social, lequel autrement est en train de «coloniser le monde vécu», politique d'acteurs sociaux qui cherchent en même temps l'inclusion. C'est donc le paradoxe du discours social qui continue depuis ses origines jusqu'à la conclusion.

Stephen Schecter: Force est de me répéter. J'aimerais insister sur une chose qui me paraît élémentaire en sociologie. Qu'est-ce que la social-démocratie? Michel a déjà fait référence au fait que c'est le réformisme social-démocrate avec une visée d'action législative. Il me semble, et c'est ce que j'ai essayé de souligner, que la social-démocratie représente ce bout de réformisme qui a une visée politique, représente le mouvement ouvrier organisé, pas seulement sous la forme du syndicalisme ou de l'anarcho-syndicalisme mais sous une forme politique, c'est-à-dire sous une forme qui vise la prise du pouvoir par voie électorale, à l'intérieur de la démocratie parlementaire, et qui vise à étendre les idéaux formels de la société bourgeoise dans le sens social aussi (donc suffrage universel, démocratie politique, et réforme des conditions sociales pour qu'effectivement l'état de citoyen devienne celui de tous et pas seulement celui de la bourgeoisie). Ensuite, j'ai essayé d'expliquer qu'il y avait divers niveaux d'analyse: entre ce que les gens disent, ce que la réalité fait de ce qu'ils disent, et ce qu'ils sont en train de faire malgré leur discours. Il y a quand même une différence (comme on le sait en sociologie), il y a différentes phases dans ce processus qui permettent de comprendre qu'ils aient fini par devenir des technocrates après cent cinquante ans, même s'ils n'en étaient pas au départ. Et la question est de savoir comment cela s'est fait, sans entrer dans les détails du CCF et du Labor Party australien, et du Parti travailliste anglais, etc., et sans expliquer Bernstein, Kautsky et cie. Il y a donc divers moments (la guerre de 1914, la Révolution russe, la rencontre avec le fascisme, la reconstruction après 1945), et avec chacun il y a progressivement un abandon du discours marxiste classique, et un passage (je pense qu'il est bon, effectivement de se rappeler cette distinction) d'un moment bureaucratique à un moment technocratique, précisément parce que la bureaucratie opère encore dans

une société de type politico-institutionnel (et c'est pourquoi Michels a fait une critique de la «société SPD» comme entraînant une bureaucratisation). Ça se voit, malheureusement, dans les faits empiriques, dans la transformation de la clientèle électorale de ces partis, dans la transformation de la stratification sociale à l'intérieur de ces sociétés; cela a affaire aussi avec la transformation du capitalisme et la dissolution du travail comme une activité absolument essentielle pour définir le prolétaire et unir les gens à l'intérieur de la société, entre autres choses. Ce qui explique que, peut-être malgré eux et à leur insu, les sociaux-démocrates ont contribué à ce processus par leur action effective réelle dans la société. Et c'est cela qu'on veut dire quand on parle d'une voie et d'une réaction face à la crise de la modernité. Ce n'est pas une réaction fasciste, ni une volonté révolutionnaire (et Kautsky était malgré tout connu comme le pape du socialisme de la II^e Internationale; et dans son discours sur le mouvement, il se posait en fait comme la personne qui voulait le plus arrêter le mouvement, chaque fois qu'il y avait des appels à la grève de masse, à chaque moment de politique vraiment catilinienne... Ce ne sont quand même pas les mots qui mènent l'histoire, malgré tout. Discutons un peu les faits, et aux divers niveaux. Je pense que ce qu'on doit chercher à distinguer à la fin de ce processus, c'est la manière dont la social-démocratie y a contribué tout en le masquant. Discutons sur ces transformations historiques, parce que c'est ça qui est en jeu me semble-t-il. Et précisément parce que c'était une forme de réformisme qui avait une visée politique constante et qui était capable, à cause de ses rapports institutionnels avec le mouvement ouvrier dans divers pays, de réussir cela, et de continuer cela au travers des différents moments de rupture et de crise dans son propre développement, avec l'apparence toujours d'une visée politique même si ce réformisme était une contribution à la transformation organisationnelle de la société. Et ce n'est pas parce que 500 000 personnes aux États-Unis, dans un pays de 240 millions de personnes...

Jacques Mascotto: Ils étaient douze bolcheviks au début du siècle.

Stephen Schecter: J'ajouterais sur cette question du Labor Party que, de plus, il y a déjà eu antérieurement de telles tentatives aux États-Unis: le Socialist Party, le Socialist Workers Party... Mais dans une analyse historique, je pense qu'il faut avouer que la tendance social-démocrate n'a pas pris racine en Amérique, autrement les gens n'auraient pas appuyé massivement à divers moments ni T.R., ni F.D.R., ni le Parti Démocrate.

Jacques Mascotto: Tu fais de l'évolutionnisme, tu fais de l'évolution. Tu prends la référence de Kautsky, alors qu'il en était justement l'opposé. Tu prends les choses comme elles sont.

Stephen Schecter: Juste pour préciser encore sur le point des identités culturelles. D'après ce que j'ai vu de la manière dont les partis qui se réclament aujourd'hui d'inspiration social-démocrate ont présenté leur plate-forme électorale, il y avait à côté de la dimension classiquement économique de type

social-démocrate une dimension d'ordre culturel, libéral, dans le sens précisément des identités culturelles contemporaines. Et c'est en faisant un mélange des deux qu'ils ont offert à mon avis un programme électoral qui est parfaitement conforme avec leur base électorale et avec la transformation de la population correspondant aux transformations du capitalisme contemporain. Alors, l'abandon du marxisme en 1958 et l'affirmation du pluriclassisme apparaissent comme un choix tout à fait rationnel et intelligible de la part du SPD. Bien sûr, ils vont toujours conserver une partie de leur utopie originelle. Mais alors, Reagan lui aussi a une utopie, qui n'arrive pas à se réaliser dans les faits... pourquoi pas?

Michel Freitag: Par rapport à la remarque de Nielsen. J'ai cru comprendre que lorsque Stephen parlait de l'Amérique, il ne parlait pas du continent américain, mais des États-Unis compris en même temps comme une société nationale et comme un type original de société; par contre il est sûr qu'il y a eu au Canada un moment social-démocrate, parce que toute la structure politique du pays était différente des États-Unis, c'était une structure héritée essentiellement du Commonwealth.

Greg Nielsen: (...) étant donné les trente ans de populisme qui ont précédé la fondation des partis, le populisme rural, lequel devient un populisme d'expression de droite à travers le créditisme, et d'expression gauchiste à travers le CCF. Dans l'évolution historique, il y a des choses à analyser. Il y a aussi une liaison à faire avec les rapports idéologiques, avec les textes, avec l'imaginaire social de l'époque. La League for Social Reconstruction vient de Toronto, Underhill et Frank Scott viennent de Montréal. Comment se fait-il que cela arrive au centre du continent en 1933? D'où vient le seul parti social-démocrate en Amérique? (Je ne fais pas une grande distinction entre le Canada et les États-Unis. Je ne vois pas vraiment ce qui les distingue, à l'exception de ces petites enclaves universitaires, qui sont très *british* à l'époque, c'est vrai). Il y a un socialisme fabien qui fait jonction avec le populisme et cela crée effectivement un parti social-démocrate très schizophrénique, où le côté provincial et populiste réclame l'auto-gestion pour la région alors même que la version fédéraliste travaille pour la planification centrale. Il me semble que ce serait un paragraphe intéressant à inclure dans votre chapitre.

Olivier Clain: Je ne vois pas, en fait, l'objet de votre dissentiment sur la question. Si on parle de la social-démocratie d'avant 1917, il s'agit en fait en Europe des partis ouvriers organisés en général: il n'y a pas d'autre alternative, il y a juste la social-démocratie comme expression politique du mouvement ouvrier à la fin de la modernité. Par contre, Jacques Mascotto nous rappelait qu'à l'intérieur de cette entité qui s'appelle le mouvement ouvrier organisé politiquement il y avait une division idéologique, stratégique, tactique, qui s'exprimait sous la forme de trois tendances: Lénine est un social-démocrate, Rosa Luxemburg est une social-démocrate, Kautsky et Bernstein sont aussi des sociaux-démocrates. Il faut bien se rendre compte que la social-démocratie, jusqu'en 1917,

c'est le mouvement ouvrier, mouvement extrêmement puissant. En 1913, il y a deux cent journaux socialistes en Europe, il y a des représentants ouvriers dans la plupart des pays du nord de l'Europe. La question géopolitique, à laquelle Stephen fait une place, m'apparaît centrale; si on veut donner du sens à une comparaison avec ce qui s'est passé à l'Est et ce qui s'est passé en Amérique, je crois qu'il faudrait insister sur le fait que la social-démocratie d'après la guerre va être essentiellement nord-européenne. Mais avant 1917 le mouvement est plus général. C'est de la social-démocratie aussi que va venir Mussolini. Il faut comprendre que de 1880 à 1917 on a juste une entité, et que le problème sur lequel vous débattiez vient après. Cela veut dire une chose (que Jacques soulignait lui-même), c'est qu'avant 1917 le mouvement ouvrier rencontre des difficultés idéologiques massives (l'éclatement de la II^e Internationale précède la deuxième guerre mondiale; à partir de 1896, moment où Bernstein publie son premier ouvrage, il y a un éclatement interne du mouvement ouvrier sur le plan idéologique; c'est vrai que les tensions sont vives entre Rosa Luxemburg et Lénine d'un côté, et Bernstein de l'autre, et Kautsky qui va incarner le centre). Ces tensions idéologiques marquent déjà, non seulement la difficulté du mouvement ouvrier à avoir une analyse cohérente du mouvement capitaliste - parce qu'en fait il y a une opposition doctrinale sur ce qu'est le capitalisme, son mode de reproduction, et sur la direction du mouvement -, mais aussi une opposition sur le plan idéologique, stratégique et politique. Il y a donc une crise du mouvement ouvrier et de la social-démocratie européenne avant la première guerre mondiale. Cette crise va évidemment être amplifiée par la première guerre, et c'est là que naissent véritablement aussi bien les mouvements communistes que les mouvements fascistes. Et j'insiste (je l'avais déjà mentionné quand on discutait du fascisme) sur le fait que le fascisme italien, premier mouvement fasciste européen, a été le fait de gens qui étaient membres du mouvement socialiste.

Alors, je pense que la position de Jacques sur Bernstein et Kautsky est juste, ceux-ci n'étaient pas juste des traîtres, contrairement à ce qu'ont dit Lénine et Rosa Luxemburg. Que ce soit une valeur idéologique et politique pour n'importe quel mouvement critique, même aujourd'hui un siècle après, c'est vrai aussi. Par contre, là où Stephen décrit très bien la réalité à mon avis, c'est qu'à partir de 1917, à partir de la transformation réelle de la division en classes de la société (quelque chose sur quoi il n'a pas tellement insisté mais qu'il vient de rappeler dans son intervention), il y a une technocratisation du mouvement social-démocrate, parce que les bases sociales du discours social-démocrate vont être progressivement éliminées, et ce, d'ailleurs, par l'action même du pouvoir social-démocrate lorsqu'il va être au pouvoir. Et je pense que Stephen a raison avec son idée d'analyser l'espace qu'il y a entre la visée discursive, idéologique, du mouvement social-démocrate et la réalité de son action: c'est la base de l'analyse qu'il est possible pour nous de faire. J'insisterais sur le fait que le succès de la social-démocratie dans le nord de l'Europe, en Suède, est lié à deux choses: des conditions idéologiques et des conditions économiques particulières. La Suède est le seul pays avancé en 1914 qui va échapper au désastre de la première guerre

mondiale, et qui va, en même temps que les États-Unis, profiter de la première guerre mondiale sur le plan économique. Stephen mentionnait qu'en pleine crise des années 30, entre 1932 et 1933, alors que toutes les économies occidentales étaient à terre, la social-démocratie suédoise a fait passer le nombre de chômeurs de 200 000 à 10 000; c'est vrai, mais il faut dire aussi que l'économie suédoise était alors en pleine expansion parce qu'elle avait profité de la guerre. Cette situation va se renouveler avec la deuxième guerre mondiale, la Suède ayant tiré son épingle du jeu; et le succès de la social-démocratie suédoise pendant les quarante ans qui suivent va encore être lié au succès économique.

Deuxième remarque, c'est que le succès de la social-démocratie dans les pays du nord de l'Europe est lié à l'éthique protestante, je pense qu'il faudrait insister là-dessus. Ça rejoint un peu ce que disait Michel, ça rejoint le fait que ce socialisme réformiste va venir se greffer sur une tendance immanente au protestantisme de type luthérien, qui domine aussi bien en Suède qu'en Norvège, protestantisme qui a déjà dans le passé pris des formes radicales, et qui dans ces pays-là a une forme «vénérer la communauté pour la communauté, l'action communautaire pour l'action communautaire». Et cela va dans le sens de ce que Jacques disait de Kautsky et de son idée que l'ouvrier, avant d'être uniquement un ouvrier, est d'abord un citoyen, et qu'on doit l'élever à la conscience qu'il est déjà un citoyen en soi. Le succès de la social-démocratie me semble être possible dans le nord de l'Europe à cause de ces deux facteurs-là: réussites économiques contingentes, et raisons idéologiques particulières (le succès du protestantisme, la force de la cohésion sociale qui est impliquée par le partage de normes communes, lesquelles ont eu dans le passé une valeur révolutionnaire protestante). Le communautarisme protestant m'apparaît donc un élément important à souligner. D'autres pays connaissent par contre une division de classes tranchée, et un vif sentiment de l'inégalité sociale et de l'absence d'intégration sociale des classes, sentiment déjà préparé par des siècles de religion - je pense au Sud de l'Europe. Il faudrait donc considérer dans l'analyse le fait qu'entre les deux guerres mondiales le Nord et le Sud de l'Europe connaissent des conditions complètement différentes. Il faudrait clarifier les raisons pour lesquelles le mouvement anarchiste, mais aussi communiste, est si fort en Italie, en Espagne, en France, au détriment du mouvement social-démocrate. Pour ce qui est de la période d'après la deuxième guerre mondiale, je trouve que l'analyse de Stephen la décrit très bien.

Jacques Mascotto: Si on fait une analyse historique, on tient compte de tout, des ruptures, des phases... L'analyse historique, ce n'est pas la succession des faits, c'est une analyse en profondeur: les périodes, ce qui était en jeu. Et ce que j'ai fait, ce n'était pas du tout contester la valeur sociologique d'une évidence, à savoir le rôle de la social-démocratie dans le capitalisme d'après-guerre. Mais je suis contre l'opération idéologique qu'on effectue lorsqu'on dit que cela vient en droite ligne de l'essence même du concept de social-démocratie.

Olivier Clain: Mais alors où est le problème?

Jacques Mascotto: Le problème il est que si on fait une analyse historique, on doit tenir compte alors des ruptures révolutionnaires, des contradictions et des tensions, on fait une analyse dialectique, et on prend pour acquis qu'il y a eu technocratisation... après Bad Godesberg, on sait tout ce qui s'est passé... Est-ce que malgré tout on ne peut pas revenir sur les potentialités discursives de la social-démocratie, et voir s'il y a des choses qui nous appellent encore. Si on fait une analyse historique, on la fait de façon non partielle, on rappelle l'importance considérable de la social-démocratie au Canada, on rappelle les efforts d'individus qui ont lutté, et il ne faut pas les amalgamer dans l'idée de technocratisation à outrance. Il n'y a pas une partie de l'histoire qui est juste et une partie qui est fautive. Et une chose que je voulais rappeler, c'est que le fameux concept de citoyenneté n'a pas été inventé par le libéralisme mais que c'est le mouvement ouvrier, la social-démocratie qui l'a sorti, qui lui a donné toute sa substance. Je m'insurgeais contre le fait de dire qu'il y a une trajectoire.

Olivier Clain: Je termine ce que je disais: il faudrait insister (et ça rejoint ce que tu dis) sur l'ensemble des contraintes. C'est-à-dire qu'à partir du moment où la social-démocratie, après 45, se trouve coincée entre les deux blocs, entre le bloc de l'Est et l'Amérique du Nord, elle est alors sur un rail, une trajectoire qu'elle ne peut plus éviter. Et l'abandon des références au marxisme dont parle Stephen, je le verrais à la fois comme le résultat d'une contrainte géopolitique du système mondial, et comme celui d'une contrainte interne liée aux économies de ces pays-là et au fait que la base sociale de la classe ouvrière est en train de fondre comme neige au soleil. D'où le caractère «inéluçtable». Par contre, là où on peut donner du poids à ce que dit Jacques, c'est qu'avant 1917 il n'y a rien qui est joué, sur la notion même de social-démocratie, si ce n'est que la social-démocratie est déjà dans une crise idéologique, politique (il faudrait alors l'expliquer et le justifier). Parce que le concept de social-démocratie de Bernstein et de Kautsky est déjà problématique dans le mouvement ouvrier. Bernstein et Kautsky eux-mêmes deviennent des ennemis jurés. L'analyse que ces gens-là font du système capitaliste est problématique, ainsi que la manière même de penser la tactique du mouvement ouvrier. Il va falloir expliquer la crise interne de la social-démocratie si on parle de cette période-là.

Jacques Mascotto: Je veux bien qu'on parle de Roberto Michels, c'est une critique qu'il a adressée à la social-démocratie. Mais il est resté social-démocrate, et s'il l'est resté c'est quand même parce qu'il avait des sympathies pour la social-démocratie qu'il en analysait dialectiquement les tensions. Ensuite je trouve que la vision de la démocratie présentée par Stephen ne tient pas compte de l'analyse des grands textes, et qu'elle endosse plutôt, concernant Kautsky et Bernstein, la vision d'Althusser et de Lénine: le mouvement ouvrier est pur, et il y a ceux qui trahissent ses causes. Et il ne faudrait pas confondre non plus le concept avec la direction des partis du mouvement ouvrier, et le fait que cette direction ait évolué à un moment donné. Maintenant, ce que tu dis concernant la crise de la social-

démocratie, effectivement il faut le voir à partir des ambiguïtés dans le marxisme, à partir du programme de Gotha, et à partir des ambiguïtés profondes chez Marx lui-même.

Michel Freitag: J'aurais compris que ta critique porte sur la conclusion de Stephen, en particulier sur la question de la perte de sens contemporaine de la social-démocratie, du projet social-démocrate, et qu'à partir de là tu reviennes sur ce projet tel qu'on le trouve exprimé dans les textes, dans la doctrine. Mais ton opposition est trop catégorique. Pour ma part (mais je ne vais pas lancer le débat là-dessus maintenant, il faudra le faire certainement), je pense qu'il faudra revenir à la question de savoir s'il reste quelque chose de vivant dans le projet social-démocrate, tel qu'il a été théorisé et aussi tel qu'il a été porté par les mouvements populaires, tel qu'il a été idéalisé en dehors des pratiques de fait. Mais ce n'est pas ici, au titre d'un examen de la contribution spécifique du mouvement social-démocrate ou du socialisme réformiste à cette transition historique réelle de la modernité à la postmodernité, que nous étudions dans le premier volume.

Jean-Luc Cossette: La remarque que Stephen a faite dans sa conclusion à propos de la dérive de la social-démocratie dans la société contemporaine, je l'ai comprise comme posant qu'il fallait d'une certaine manière couper avec le discours social-démocrate tel qu'il est devenu, avec sa dérive sur les droits, etc., et je ne vois pas en quoi cela infirmait l'idée ou le concept comme tel de social-démocratie.

Stephen Schecter: Le sens de cette remarque, c'était de ne pas prendre le discours pour une description de la réalité, et c'est ainsi que j'ai essayé de marquer les différentes étapes, un peu comme Olivier l'a fait. Déjà avant 1914 il y avait des dissensions, qui se sont révélées problématiques pour la social-démocratie. Exemple: pas un sou pour la guerre, et lorsque la guerre arrive ce mouvement s'effondre. J'exagère bien sûr un peu, mais pas tant que ça. Bon, il y avait Jaurès, Rosa Luxemburg et quelques autres, mais la tendance générale, dominante, du mouvement ouvrier, mouvement organisé politiquement, était la capitulation. Et si on parle de l'action législative: c'est dans le cadre de la législation de chaque société qu'ils avaient voté les crédits de guerre. Il y a donc eu, soit dans le développement interne de la social-démocratie, soit dans le développement de la société qui l'entourait, quelque chose qui a fait en sorte que progressivement ce mouvement a rejoint en fin de compte les tendances dominantes de la société, à tel point qu'on ne peut se fier aujourd'hui à la social-démocratie, en dehors de sa référence à l'idée que la société, par l'action politique, peut encore contrôler les choses. Parce qu'eux-mêmes, dans leur propre fonctionnement, sont de plus en plus incapables de contrôler l'orientation de la société. Quand Mitterrand et le parti socialiste au pouvoir ont voulu faire quelque chose, ils ont été complètement sabordés par les forces monétaires internationales. Mais les gens continuent de dire qu'ils sont sociaux-démocrates. Je comprends ce que cela évoque, mais il me semble qu'il faut penser la politique par rapport à ce

qui est en train de se faire à l'intérieur de la société. Dans la mesure où on veut parler des implications politico-normatives à la fin du livre, il faut bien penser sur quelle base, et il me semble que cette base doit en partie découler de l'analyse qu'on aura faite auparavant par rapport aux différentes autres formes. Si la social-démocratie avait été une réponse adéquate à la crise de la modernité, il me semble qu'elle aurait été victorieuse, ou du moins qu'elle aurait eu un poids plus important. J'aimerais ajouter une remarque: il ne me semble pas vrai que la social-démocratie a apporté la citoyenneté.

Michel Freitag: Ça c'est vrai, mais elle a apporté concrètement un double élargissement, extensif et intensif, de la citoyenneté, de la participation démocratique.

Stephen Schecter: Oui, mais ce n'est pas la même chose de poser que l'idée du citoyen comme fondement d'une société politique était la création de la social-démocratie. Il me semble que cela va d'ailleurs à l'encontre de vos propres thèses. J'avais aussi une remarque à faire à propos de la Suède. C'est qu'après-guerre en Allemagne comme en Autriche, dans les années 60-70, une fois que les sociaux-démocrates ont réussi, avec des coalitions, à devenir le parti le plus important, ils ont dit que c'était grâce à leur capacité à exercer un certain lien beaucoup plus centralisé avec le mouvement ouvrier organisé dans les syndicats qu'ils réussissaient leur gestion économique. Reste donc à se demander pourquoi ça ne peut pas continuer aujourd'hui. Mais longtemps, là où d'autres pays n'ont pas réussi, l'Autriche et même l'Allemagne réussissaient.

Michel Freitag: À propos du reproche que tu fais à la social-démocratie, à laquelle tu enlèves toute justification dès la première guerre mondiale, parce que les sociaux-démocrates ont renoncé à l'internationalisme ouvrier ou prolétarien qui était dominant dans la 1^{ère} Internationale, jusqu'à la première guerre mondiale, et parce qu'ils se sont rattachés aux États nationaux: je trouve que c'est quand même un peu trop d'en faire le signe avant-coureur de l'effondrement de toute valeur propre au discours et à la pratique social-démocrate. Il s'agit aussi simplement de réalisme, d'un constat que l'action politique et législative passe encore précisément par le cadre des États nationaux, et donc que l'État national reste encore le cadre d'une solidarité politique concrète. Face à cela, il n'y a que deux alternatives. Il y a l'alternative libérale, non politique, c'est le marché, c'est Adam Smith, et là il n'y a aucune participation politique des citoyens, il n'y a éventuellement que des droits - et ces droits sont essentiellement des droits économiques, et éventuellement des droits de protection de l'individu contre le politique en général. Ça, c'est donc une solution qui est internationaliste. Et l'autre c'était celle de la révolution internationaliste anticapitaliste, suivie par la social-démocratie d'avant 1914. Mais cette révolution avait pour conséquence, et en même temps pour condition, de pousser au maximum, comme Marx a voulu le faire, la crise du capitalisme, et impliquait donc de renoncer en attendant à toute participation sociale et politique de la classe des travailleurs. On sait exactement

ce que ça a donné. Alors, peut-on reprocher sans réserve aux sociaux-démocrates de s'être rabattus sur le réel, aussi bien en Allemagne qu'en France et que partout ailleurs, en suivant d'ailleurs un «sentiment national» ou nationaliste fortement répandu dans le peuple, contrairement aux discours des théoriciens. Mais tu ne peux pas dire que, parce qu'ils se sont rabattus sur le cadre réel, effectif de l'action politique, de la citoyenneté effective, de l'obtention effective d'une participation sociale aux avantages du progrès économique, ils ont liquidé complètement dès ce moment-là l'ensemble de ce qui était valable dans le projet social-démocrate. Ça, c'était une condition historique, et un réalisme historique. On peut le critiquer, mais la critique de cette stratégie-là ou de cet état de fait n'invalide pas à elle seule tout le projet, ne condamne pas tout le mouvement. La critique devrait alors remonter plus haut, et rejaillir sur l'abstraction du marxisme relativement à la réalité effective des sociétés modernes. Les sociétés modernes, ce n'est pas seulement le marché mondial, ce sont des États qui créent une solidarité nationale dans la participation politique. Alors, il aurait fallu faire là une rupture absolue avec l'ensemble des États modernes et toute leur dynamique de développement national depuis plusieurs siècles, sous l'égide, non d'abord de l'Allemagne, mais de l'Angleterre et de la France. On peut faire ce reproche, en faire l'analyse, en trouver les raisons, mais on ne peut pas y voir une perte entière de légitimité pour l'ensemble du mouvement social-démocrate, comme d'une certaine manière tu le fais dans ta conclusion. Ceci dit, maintenant c'est la même chose: ce n'est pas parce que la social-démocratie telle qu'elle s'est réalisée est en perte de vitesse, qu'au niveau des idées il ne reste rien des exigences de solidarité qu'elle avait soutenues, et qui doivent probablement être transposées maintenant en dehors du cadre national. La manière dont tu mets en suspens toute la signification théorique et normative de la social-démocratie pour la période contemporaine me paraît arbitraire. Si cela était vrai, on pourrait alors dire exactement la même chose des Droits de la personne et des Droits de l'homme. Parce qu'au niveau mondial cela devient une farce. On pourrait devant cet échec dire qu'il n'y a rien à garder du discours des droits. Et ce serait pareil pour toute l'idéologie des Lumières si on devait la juger exclusivement au vu des résultats auxquels a conduit finalement la modernité dont elle a inspiré le mouvement. On ne peut pas juger d'un même trait les Lumières et l'abandon des Lumières, la social-démocratie et sa crise contemporaine face au néo-libéralisme et à la société organisationnelle.

Stephen Schecter: Ce n'est pas moi qui ai dit que cela liquidait complètement la social-démocratie. J'ai dit qu'il y avait eu des étapes, un processus très long, avant que la social-démocratie s'avère être quelque chose qui ne ressemble plus guère à ce qu'elle était, et qui ressemble plutôt à ce que Marx critiquait, par exemple dans le Dix-huit brumaire (les sociaux-démocrates qui n'étaient plus rattachés à aucun mouvement ouvrier). Et cette critique a été avancée par beaucoup de gens, lesquels ont d'ailleurs payé de leur vie pour cela à l'intérieur de la II^e Internationale (d'abord dans la première guerre mondiale, ensuite dans la révolution en Allemagne en 1918). Luxemburg et les spartakistes ne sont que les

gens les plus célèbres. Peut-être que c'était une erreur (Nettl le pensait par rapport à Luxemburg et son aile dans le SPD) de croire que le discours orthodoxe et révolutionnaire de Kautsky impliquait des actions, et que les gens du SPD auraient pu faire effectivement ce que les bolchéviques leur ont reproché de ne pas faire, c'est-à-dire transformer la déclaration de guerre en une guerre civile qui aurait eu une visée politique, à l'intérieur du cadre de la nation. Rétrospectivement, tu peux dire que ce n'était pas réaliste, mais je dis que cette option gardait encore une visée politique, conservait l'idée d'une action politique dans le cadre de la nation, de nature parlementaire. Tous leurs débats tournaient là autour: est-ce qu'on fait une grève générale ou non? Je pense qu'il y avait déjà cela dans les années 1910. Et Luxemburg a découvert là la trahison de Kautsky, qu'elle a vécue comme une trahison personnelle, trahison qui était plus globalement politique; et elle a pensé que ses alliés français étaient plus fiables que ses alliés allemands à l'intérieur du SPD.

Michel Freitag: Il s'agit là de la question du réformisme révolutionnaire. Mais on a parlé a priori de la théorie du mouvement réformiste. On ne peut pas dire que le mouvement réformiste a trahi la révolution. On constate après coup, par delà son discours initial, qu'il s'agissait d'un mouvement réformiste. La grève générale, c'est toujours une grève politique, mais qui a pour but de prendre le pouvoir pour transformer d'un coup l'ensemble des institutions. Le problème se pose effectivement autour de Lénine, Trotski, Staline, d'un côté, Kautsky, Bernstein, de l'autre (et leur opposition avec Liebknecht et Rosa Luxemburg), etc., mais comme tu l'as dit, il est déjà posé avant. Marx relève déjà que la stratégie de la I^{ère} Internationale ne conduit pas réellement à ce qu'elle prétend encore faire, c'est-à-dire la révolution.

Olivier Clain: On peut quand même nuancer. On pourrait quand même séparer un peu la question de la guerre et de la participation à la guerre de celle de la révolution. Je sais bien que pour eux cela se présentait presque comme une seule et même chose, ce qui explique la polémique qui a eu lieu ensuite avec Kautsky et Bernstein, lesquels avaient d'une certaine manière renoncé à la révolution. Mais il y avait un idéal de solidarité internationale qui ne signifiait pas forcément le projet révolutionnaire. Le climat qui s'installe en Europe dès les années 1895 fait que plusieurs intellectuels, surtout dans le mouvement social-démocrate, savent qu'on s'en va vers la guerre. Il y a alors un débat interne pour savoir comment il faut réagir. Et c'est vrai que ce débat se fait en même temps à l'intérieur d'un débat sur le projet révolutionnaire, sur l'analyse du capitalisme. Mais à mon avis, on ne peut pas dire que quelqu'un qui refusait (il y en a eu d'autres que Rosa Luxemburg et Lénine, d'ailleurs) l'idée d'une désolidarisation internationale était forcément un révolutionnaire. La question m'apparaît plus complexe. Par contre, il est vrai aussi qu'on ne peut pas dire que le vote des crédits de guerre par les directions nationales des partis ouvriers constituait une trahison, parce que les classes ouvrières européennes elles-mêmes étaient prêtes à aller à la guerre. C'est au fond la base sociale qui a trahi l'idéal des dirigeants politiques. Si on s'en

réfère aux témoignages d'auteurs qui ont vécu les premiers jours de la première guerre mondiale, la ferveur nationaliste était très grande. Tout d'un coup, en Allemagne, les ouvriers voulaient aller à la guerre. En France ça a été la même chose. À mon avis, quelle qu'aurait été la décision des directions des partis ouvriers... Par contre, on ne peut pas dire non plus, Michel, que ceux qui étaient contre la guerre, qui voulaient une action internationaliste et qui dénonçaient cette guerre comme étant celle des capitalistes, étaient juste des révolutionnaires; il s'agissait d'une réaction tout à fait humaine et tout à fait juste. Sauf que Lénine a dit, de façon très habile, que ceux qui étaient prêts à faire la guerre trahissaient la révolution. Au Congrès de Zimmerwald, qui a eu lieu en Suisse en 1916, vous avez des réformistes purs et durs de la tendance Bernstein qui font partie des pacifistes.

Stephen Schecter: Je voulais signaler que c'était une étape dans une trajectoire, mais une trajectoire qui n'impliquait pas nécessairement un déterminisme. Et là il y a effectivement les contingences de l'histoire, à chaque moment les êtres sont libres. Mais comme tu l'as dit une fois dans une analyse dialectique, après coup on voit ce vers quoi un événement tendait. Sur le moment même on ne peut pas savoir. Et si ma lecture est erronée, je pense qu'il est important de décider alors par quelle lecture on va la remplacer. Ce que j'ai essayé de suggérer, c'est qu'à chaque moment où il y avait crise, rupture, transformation, quelque chose faisait que la social-démocratie s'éloignait de plus en plus de ce qui l'arrimait à ses racines, racines qui étaient à mon avis fondamentalement modernes au niveau politique, mais qui étaient - et c'est cela la signification de cet ensemble de ruptures et de transformation - implicitement, au niveau pratique, en affinité profonde - indépendamment du discours, des pratiques, des volontés des gens qui l'ont pratiquée - avec la société organisationnelle en train de se préparer. Et ça a pris jusqu'à après la première guerre mondiale pour y arriver. Alors, est-ce qu'il y a une autre manière de le dire?

Michel Freitag: Cette «affinité profonde», elle vient aussi après coup, elle n'est pas là dès le départ; parce que ce qui est visé au départ, c'est une participation politique à l'établissement d'un système de droit qui réalise une vie commune correcte. Après, les conditions de fonctionnement de la société capitaliste font que tout change, ce n'est plus le droit qui régit effectivement d'une manière universaliste un marché unifié, etc., il y a de grandes corporations qui ont des stratégies de contrôle, etc.; et le mouvement social-démocrate rentre dans le jeu par définition, par le biais du syndicalisme en particulier, par le biais d'une autonomisation du syndicat par rapport au parti. Il faut montrer cette transformation, mais pas comme étant déjà dans l'oeuf. Elle n'a pas son origine dans le fait que les partis sociaux-démocrates ont une certaine bureaucratie politique, laquelle s'installe nécessairement lorsqu'on a des partis politiques à caractère social et populaire (à la différence des partis bourgeois), des partis politiques qui représentent une puissance sociale concrète dans la société (comme tu l'as dit toi-même), et qui ne se contentent donc pas de la défense des droits

universels formels de l'individu contre les empiètements du pouvoir. Les partis bourgeois traditionnels ne représentent pas des puissances sociales concrètes, mais des idées qui sont portées par des millions d'individus, de façon individuelle; ils ne représentent pas un mouvement social qui veut créer matériellement-substantiellement une société dans laquelle certaines valeurs concrètes, essentiellement de justice, soient rendues effectives sur le plan du droit et soient effectivement mises en oeuvre dans des politiques, donc par le pouvoir.

Alain Le Guyader: Il y a une idée qu'il serait intéressant de creuser et de développer. Au fond les sociaux-démocrates se veulent les héritiers des Lumières et de l'idée isothimiste et moderne d'émancipation. Or le concept d'émancipation est travaillé par une espèce de contradiction entre l'idée, comme disait Descartes, que le bon sens est la chose du monde la mieux partagée, et celle que l'émancipation est fonction des Lumières, et donc fonction aussi de ceux qui possèdent les Lumières. Et l'avènement de l'expertise et de la technocratie dans le mouvement ouvrier et dans la social-démocratie, avec sa bonne conscience, a ses racines non pas dans la trahison de quelque chose, mais dans l'idée qu'ils ont le savoir de l'organisation, le savoir de la redistribution, le savoir de l'idée de justice. Cette contradiction est claire, par exemple, chez quelqu'un comme Condorcet (et Becker l'a magistralement montré dans son livre sur Condorcet), lequel est une des références de la social-démocratie française, et en particulier de Jaurès. Ils sont constamment travaillés par cette idée. Et en ce sens, on pourrait contourner le soupçon de finalisme ou de téléologie dont ton exposé était par moment marqué (en tout cas on pouvait l'entendre comme cela, comme si la social-démocratie avait été technocratique dès le départ); je pense qu'est aussi en cause l'ambivalence de l'idée d'émancipation, et la question du sujet de l'émancipation: est-ce que ce sont les hommes ou est-ce que ce sont les Lumières? C'est une tension qui habite cette idée, et qui peut expliquer finalement le devenir «postmoderne», pour reprendre ce langage, de la social-démocratie.

Michel Freitag: Je voudrais reprendre ce que tu viens de dire, et ajouter quelque chose. Dans un premier sens, l'idée d'émancipation renvoie à un individu naturel, qui a été opprimé, qui a été perverti, etc., et dans ce sens l'activité politique consiste essentiellement dans l'acte négatif de supprimer l'oppression, et de déclarer la liberté de l'individu; mais c'est une «déclaration», il ne s'agit pas ici de produire du social ou la société. Dans le fond, c'est une société qui aurait pu exister effectivement dans le contexte de l'autonomie des individus vivant sur leur petit patrimoine, etc., ne dépendant pas de seigneurs, ne dépendant pas, pour ce qu'ils ont à penser, de l'Église, mais de leur propre capacité rationnelle, etc. Mais cela correspond au fond à une idée atomistique de la société. Il y a dans les Lumières l'idée que la société est quelque chose dont on peut se passer, l'idée que les individus raisonnables vont fabriquer des rapports sociaux à partir de la raison, à partir de l'intérêt, à partir de l'autonomie naturelle qu'ils possèdent. Or le capitalisme est incompatible avec la réalisation de cette idée, parce qu'il produit, non pas seulement des biens mais des rapports sociaux nouveaux. Alors,

quand la social-démocratie commence à s'exprimer, elle est bel et bien héritière de cette idée d'émancipation, mais cette idée est déjà complètement transformée, par l'exigence d'une participation à la production de la société, et pas seulement de la sauvegarde de la liberté de l'individu face à l'oppression de la société. Et le capitalisme est effectivement - Marx le dit très justement - quelque chose qui «révolutionne» tous les jours, non seulement les forces productives mais les rapports sociaux de production eux-mêmes. Et là, la social-démocratie est prise avec le problème de faire participer tout le monde à une nouvelle forme de citoyenneté, qui n'est pas simplement une liberté dans la société mais une participation à l'activité législative, qui est un mode continu de révolutionnement de la société, comme Stephen l'a dit. Et ça n'est pas encore nécessairement, dès le départ, une activité technocratique, ce n'est pas encore l'expert à proprement parler qui domine le jeu. Ou s'il y a un expert, c'est peut-être un juriste, un économiste. Pour le reste, les partis de masse développent des bureaucraties ayant pour tâche d'encadrer, diriger, mobiliser leurs membres, et de gérer un certain nombre de «services». Parce que l'action principale passe encore, du moins à l'origine, à travers une voie législative et pas à travers une voie technocratique de gestion directe. Le tournant va être visible après la première guerre mondiale, surtout aux États-Unis; jusqu'alors il est déjà présent mais il n'est pas vraiment conscient. Sauf dans quelques expressions, comme chez Saint-Simon. Mais je ne crois pas que celui-ci exprime vraiment un mouvement social, il exprime la position d'une élite dans la société.

Alain Le Guyader: C'est la deuxième forme de réformisme à laquelle tu faisais allusion tout à l'heure, c'est Saint-Simon par excellence. Maintenant, ce que je voulais juste dire, c'était qu'il y avait une ambivalence dont la social-démocratie était l'héritière. Et quand on connaît un peu le fonctionnement interne des partis sociaux-démocrates, par exemple du parti français, on s'aperçoit qu'ils sont vraiment travaillés par ce type de contradiction entre l'idée que le sujet de l'histoire ce sont les opprimés, les travailleurs, etc., et d'un autre côté l'idée que le sujet de l'histoire ce serait les Lumières. Je crois que l'idée moderne d'émancipation est travaillée par cette contradiction; on ne sait pas qu'est-ce qu'il y a à émanciper: ceux qui sont encore dans l'obscurité, mais qui sont porteurs des Lumières? Donc, qui va parler au nom de qui? C'est contradictoire avec l'idée égalitaire du projet même d'émancipation... C'est une espèce de quadrature du cercle. Alors, je ne dis pas que Condorcet était déjà un technocrate. Je veux dire par là qu'on peut devenir porteur d'une gestion technocratique d'un parti social-démocrate tout en ayant conscience, à bon droit d'une certaine façon, de participer encore à des idéaux d'émancipation. C'est cela qu'il est, à mon avis, intéressant de montrer *in fine*. Et il est intéressant de montrer que peut-être, finalement, cette réalisation a quelque chose à voir avec les ambiguïtés de la modernité, avec les ambiguïtés des Lumières, et que doit s'exercer ici un jugement rétrospectif critique sur la structure même des discours d'émancipation des Lumières, ce qui ouvrirait alors sur le type de problèmes abordés dans la conclusion du livre.

Mirela Saïm: Je crois qu'il y a des risques à confondre le discours de la social-démocratie, qui justement vient des Lumières et qui construit un certain modèle de société civile, et qui comme tel fait partie des ressources normatives les plus intéressantes pour la transition entre la modernité et la postmodernité, et la social-démocratie historique qui est un mouvement, des partis, et qui commence à la fin de la II^e Internationale. Il ne faudrait pas les confondre, parce que le discours de la social-démocratie comme discours conceptuel, ou même comme projection utopique d'une société meilleure, on le retrouve chez les libéraux aussi, chez Tocqueville entre autres: la deuxième *Démocratie* contient absolument toutes les critiques qu'on peut adresser aux sociétés démocratiques comme telles. D'autre part, c'est toute la question du réformisme social-démocrate, avec Bernstein, Kautsky et cie: je pense qu'il faudrait ici citer les travaux qu'on connaît d'eux. (...) et ils ont analysé, d'après moi de façon insuffisante, le discours de type utopique développé par la II^e Internationale. Il y a le fait que la II^e Internationale a fait la «connerie historique» d'évacuer les anarchistes, lesquels ont un projet très intéressant d'éducation sociale et socialisante. Cela peut expliquer un peu certaines stratégies, parce qu'il ne faut pas oublier que certaines affirmations de tous ces programmes sont des affirmations de partis, polémiques, publicitaires des fois, engagés dans des stratégies médiatiques, et qu'on peut les expliquer assez facilement, non comme des nécessités historiques mais comme des pratiques liées à des circonstances contingentes (des réponses d'un journal à l'autre, etc.).

Fin du séminaire

NUMEROS DES CAHIERS DE RECHERCHE DÉJÀ PARUS :

0 - *Débats sur la Révolution*. Séminaires tenus durant l'année 1989.

1- *Postmodernité, compréhension, normativité : quelques propositions typologiques* (exposé de Michel Freitag et discussion). *Le pacifisme face à la guerre du Golfe* (à partir de l'exposé de Dario de Facendis, au dernier séminaire). *Média et éthique* (Michel Freitag). Séminaire du 25 janvier 1991.

2- *Postmodernité, théorie et rhétorique en sciences humaines* (exposé de Gilbert Larochelle et discussion). Séminaire du 1er mars 1991.

3- *L'"histoire" de la postmodernité: modernité esthétique, postmodernisme et communication* (exposé de Jean-François Côté et discussion). *Analyse structurelle et historique du procès de la constitution de l'art dans la modernité* (Michel Freitag). Séminaire du 22 mars 1991.

4- *Analytique de la postmodernité : le paradoxe de la monnaie et le système de la dette* (exposé de Aldo J. Haesler et discussion). «*Abolition*», article qui traite de l'exacerbation de l'abstraction économique, permettant d'envisager, virtuellement, «une société sans argent» (tiré de L'Encyclopédie des nuisances, T.I, fascicule 11). Séminaire du 5 avril 1991.

5- *Juridicisation et postmodernité* (exposé de Georges Lebel et discussion). *Références bibliographiques sur la notion de postmodernité* (texte soumis par Yves Bonny). Séminaire du 10 mai 1991.

6- *Liotard et la condition postmoderne* (exposé de Gilles Gagné et discussion). Séminaire du 6 septembre 1991.

7- *Théories sur la postmodernité : Lyotard, Rorty et Agamben*. (exposé de Jacques Mascotto et discussion). *Sémiotique transcendantale, ou anthropologie transcendantale, ou encore: épistémologie critique ou ontologie réflexive?* (texte sur Apel de Michel Freitag). Séminaire du 11 octobre 1991.

8- *Sur la philosophie contemporaine* (exposé de Olivier Clain et discussion). Séminaire du 8 novembre 1991.

9- *L'identité aujourd'hui* (exposé de Charles Taylor et discussion). Séminaire du 6 décembre 1991.

10- *Le système de stratification* (exposé de Stephen Schecter). Séminaire du 17 janvier 1992.

11- *Critique de la société de communication* (exposé de Jean-François Côté et discussion). Séminaire du 21 février 1992.

- 12- *Le communisme et la Russie hier et aujourd'hui* (exposés de Olivier Clain et de Jacques Mascotto). *Fiche de lecture: Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale* (ouvrage de Jean-Daniel Reynaud, commenté par Gilles Gagné). «*L'idéologie des juges*»; *remarques sur la recherche d'André Lajoie, de Régine Robin, et de Armelle Chitrit*, par Gilles Gagné. Séminaire du 19 mars 1992.
- 13- *Lévinas: essai de reconstruction* (exposé de Aldo J. Haesler et discussion). Séminaire du 3 avril 1992.
- 14- *La famille: constitution, dissolution et enjeux normatifs liés à celle-ci* (exposé de Daniel Dagenais et discussion). Séminaire du 11 décembre 1992.
- 15- *La jeunesse dans la modernité* (exposé de Jacques Goguen et discussion). Séminaire du 15 janvier 1993.
- 16- *La possibilité de l'expérience dans le monde contemporain : sur Giorgio Agamben* (exposé de Dario de Facendis et discussion). Séminaire du 12 février 1993.
- 17- *Pornographie et modernité* (exposé de Bernard Arcand et discussion). Séminaire du 19 mars 1993.
- 18- *La conscience* (exposé de Michel Freitag et discussion). Séminaire du 16 avril 1993.
- 19- *Figures de la conscience chez les Grecs de l'Antiquité* (exposé de Dario de Facendis et discussion). Séminaire du 14 mai 1993.
- 20- *Homo economicus, transformations historiques* (exposé de Jean Pichette et discussion). Séminaire du 11 juin 1993.
- 21- *La fin de l'histoire et le dernier homme* (de Francis Fukuyama): présentation par les membres de la revue *Conjoncture* et discussion. *Quelle fin de l'histoire, ou la fin de quelle histoire? Critique philosophique et sociologique de l'ouvrage de Francis Fukuyama* (Michel Freitag). Séminaire du 17 septembre 1993.
- 22- *Les expressions philosophiques et esthétiques d'une crise de la civilisation moderne* (exposés de Stephen Schecter et de Jacques Mascotto, et discussion). Séminaire du 15 octobre 1993.
- 23- *La postmodernité comme théorie de la société: Systèmes et mondes vécus* (exposés de Jean-François Côté et de Michel Lalonde). Séminaire du 10 décembre 1993.
- 24- *Lecture critique des théorisations de la postmodernité* (exposé de Yves Bonny). Séminaire du 21 janvier 1994.
- 25- *Les crises de la modernité: 1. Le fascisme et le nazisme* (Débat et texte de Michel Freitag: Quelques considérations actuelles sur le nazisme et son idéologie). Séminaire du 18 février 1994.